

RAPPORT ANNUEL ANNUAL REPORT 2009



Union Française de l'Électricité

L'Électricité, c'est l'avenir !



A word from the Chairman	2-3	Le Mot du Président
UFE Presentation	4-9	Présentation de l'UFE
Sustainable Electricity Club	10-11	Club Electricité Durable
2009 Key events	12-13	Faits marquants en 2009
2009 Key figures	14-15	Chiffres clés en 2009
General Economy Committee	16-17	Commission Économie Générale
Social Committee of Employers' Groups	18-21	Comité Social des Groupements d' Employeurs
Generation Committee	22-25	Commission Production
Hydroelectricity Working Group	26-27	Groupe de travail Hydroélectricité
Markets Committee	28-29	Commission Marchés et Service Public
Systems and Public Service Committee	30-33	Commission Réseaux et Service public
European Affairs Committee	34-37	Commission des Affaires Européennes
Events	38-40	Événements



A word from the **Chairman**

The past year was marked by the effects of the **international crisis** that affected all of the economic workings of all of the world's countries. In an attempt to deal with its consequences, each state prepared a recovery plan and implemented austerity measures. For its part, France is relying on its **Great Loan** in order to re-invigorate the sectors that are likely to be the drivers of the recovery and of a new rapid expansion of industry.

Energy, and most particularly electricity, will doubtlessly take part in this movement. Our sector has essential strengths, notably one of the least carbon-producing production stocks in Europe, and it also ensures that France has energy security and independence.

In 2009, the **UFE** devoted itself to demonstrating the central role that electricity can play in the struggle against the emission of greenhouse gases.

However, France must now concentrate its efforts on setting up a true **energy policy** that consolidates its carbon competitive advantage. This clearly means a framework that encourages crucial **investments** in industrial infrastructures: basic and peak production, renewable energies, systems. In this regard, the future reform of the electricity market (NOME), for which the debates should begin after the regional elections in March 2010, will have to promote a model intended to bring to light true and complete industrial actors throughout the competitive value chain. This is one of the major stakes that the UFE has been actively promoting since the initial works of the Champsaur Commission, in which it contributed strongly in the first half of 2009.

Robert DURDILLY





L'année qui vient de s'écouler restera marquée de l'empreinte de la **crise internationale** qui a grippé l'ensemble des rouages économiques de tous les pays du monde. Pour tenter d'en enrayer les conséquences, chaque état a élaboré son plan de relance et mis en place des mesures d'austérité. La France, quant à elle, mise sur son

Grand Emprunt pour donner un nouveau souffle aux secteurs susceptibles d'être les moteurs de la reprise et d'un nouvel essor industriel.

L'énergie, et plus particulièrement l'électricité, participeront, sans aucun doute, à ce mouvement. Notre secteur dispose d'atouts essentiels avec, en particulier, un parc de production parmi les moins carbonés d'Europe et qui assure à la France une sécurité et une indépendance énergétiques.

Au cours de l'année 2009, l'**UFE** s'est ainsi attachée à démontrer le rôle essentiel que joue l'électricité dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Pour autant, la France doit désormais concentrer ses efforts sur la mise en place d'une véritable **politique énergétique** qui consolide son avantage compétitif carbone. Cela signifie, clairement, un cadre favorisant les indispensables **investissements** dans les infrastructures industrielles: production en base et en pointe, énergies renouvelables, réseaux. A ce titre, la future réforme du marché de l'électricité (NOME) dont les débats devraient démarrer après les élections régionales de mars 2010, devra s'attacher à valoriser un modèle qui visera à faire émerger de réels acteurs industriels complets sur la chaîne de valeur concurrentielle. C'est là un enjeu majeur que défend activement l'**UFE** depuis les premiers travaux de la Commission Champsaur auxquels elle a fortement contribué au premier semestre 2009.

Robert DURDILLY

1 UFE Presentation

UFE, professional association for the electricity sector

The Union Française de l'Électricité (UFE - French Electricity Union), an association governed by the law of 1901, created in May 2000, is the professional association for the electricity sector. It represents the sector's employers within the electricity and gas industries branch and promotes the interests of its members, producers, system operators or electricity suppliers, in both economic and industrial areas. Directly or indirectly, the UFE includes more than 500 companies that employ more than 150,000 people in France, with a sales figure of more than €40 billion.

MISSIONS UFE

- Representing and defending the economic and industrial interests of its members, before French public authorities and European institutions (the UFE represents France within Eurelectric, the European association of electrical companies)
- Promoting the image of the electricity sector and the usages of this energy source, with a focus on sustainable development and in keeping with the commitments assumed by France as part of the Kyoto protocol and the Roundtable on the environment
- Developing dialogue between its members and exchanges of experience on social, economic and technical matters in the electricity sector, including standardisation, in compliance with the applicable regulations, and notably competition rules
- Participating in any dialogue organised by the national or local public authorities, notably related to the assessment of the needs and development prospects of the electricity sector, and thereby contributing to the preparation of the national multiyear scheduling of investments, as well as to the preparation of regional or local policies relating to energy
- Participating in the social dialogue within the sector of electrical, gas and energy industries, in particular:
 - negotiating and ratifying any convention or labour collective agreement, within the framework of the applicable laws and regulations
 - representing its members in any consultative body

UFE Members / Les ADHÉRENTS de l'UFE



L'UFE, l'association professionnelle du secteur de l'électricité

L'Union Française de l'Electricité (UFE), association régie par la loi de 1901 créée en mai 2000, est l'association professionnelle du secteur de l'électricité. Elle représente les employeurs du secteur au sein de la branche des industries électriques et gazières et porte les intérêts de ses membres, producteurs, gestionnaires de réseaux, ou fournisseurs d'électricité, dans le domaine économique et industriel.

L'UFE, regroupe, directement ou indirectement, plus de 500 entreprises qui emploient, en France, plus de 150 000 salariés, pour un chiffre d'affaires de plus de 40 Mds d'euros.

Les MISSIONS de l'UFE

- Assurer la représentation et la défense des intérêts économiques et industriels de ses adhérents, auprès des pouvoirs publics français et des institutions européennes (l'UFE représente la France au sein d'Eurelectric, l'association européenne des électriciens)
- Promouvoir l'image du secteur de l'électricité et les utilisations de cette source d'énergie, dans une logique de développement durable et notamment des engagements souscrits par la France dans le cadre du protocole de Kyoto et du Grenelle de l'environnement
- Développer la concertation entre ses adhérents et les échanges d'expérience sur les questions sociales, économiques et techniques du secteur de l'électricité, y compris la normalisation, dans le respect des réglementations en vigueur, notamment des règles de concurrence
- Participer à toute concertation organisée par les pouvoirs publics nationaux ou locaux, liée notamment à l'évaluation des besoins et des perspectives d'évolution du secteur de l'électricité, et contribuer ainsi à l'élaboration de la programmation nationale pluriannuelle des investissements, ainsi qu'à l'établissement des politiques régionales ou locales en matière d'énergie
- Participer à la concertation sociale au sein du secteur des industries électriques et gazières et de l'énergie, en particulier :
 - négocier et ratifier toute convention et tout accord collectif de travail, dans le cadre des lois et règlements en vigueur
 - assurer la représentation de ses adhérents dans tout organisme consultatif



GDF SUEZ

POWEO
Opérateur d'électricité et de gaz

RTE
Gestionnaire
du Réseau
de Transport
d'Electricité



UNELEG

UFE Board of Directors



Robert Durdilly

Président du Conseil d'Administration de l'Union Française de l'Électricité

Chairman, Board of Directors, UFE



André Antolini

- Vice-Président de l'UFE
- Président suppléant de la Commission Production
- Président du Syndicat des Énergies Renouvelables (SER)
- Vice-Chairman, UFE
- Acting Chairman, Production Commission
- Chairman, Syndicat des Énergies Renouvelables (SER)



Pierre Bornard

- Vice-Président du Directoire, RTE
- Directeur Général Délégué, RTE
- Vice-Chairman of the managing Board, RTE
- Executive Vice President, RTE



Jean-Marc Dupeyrat

Directeur Adjoint de la Branche Énergie France GDF SUEZ
Deputy Director, Energy France Branch, GDF SUEZ



Marc Espalieu

Directeur Général Adjoint Finances et Stratégie d'ERDF

Deputy Managing Director, Finance and Strategy, ERDF



Myriam Berdy

- Vice-Président de l'UFE
- Président suppléant de la Commission Économie Générale
- Vice-Président de l'UNELEG
- Directeur Général Délégué d'Électricité de Strasbourg (ES)
- Vice-Chairman, UFE
- Acting Chairman, General Economics Commission
- Vice-Chairman, UNELEG
- Deputy Managing Director, Électricité de Strasbourg (ES)



Loïc Caperan

Directeur Général de POWEO
Managing Director, POWEO



Franck Chevalley

Directeur Général de Gaz Électricité de Grenoble (GEG)
Managing Director, Gaz Électricité de Grenoble (GEG)



Thierry Franck de Préaumont

- Vice-Président Délégué de l'UFE
- Président de la Commission Marchés
- Président Directeur Général de la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) - Groupe GDF SUEZ
- Deputy Vice-Chairman, UFE
- Chairman, Markets Commission
- Chairman and Managing Director, Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU), GDF SUEZ Group



Mathieu Bonnet

Directeur Général de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR)
Managing Director, Compagnie Nationale du Rhône (CNR)



Catherine Delpirou

Directeur de la Direction Dynamique et Politique RH d'EDF
Director, HR Dynamics and Policy Division, EDF



Henri Ducre

Directeur de la Branche Énergie France de GDF SUEZ
Director, Energy France Branch, GDF SUEZ



Conseil d'administration de l'UFE

Claude Graff

Directeur Général de l'activité Énergies Renouvelables (SER)
Managing Director, Renewable Energies entity (SER)



Gérard Lefranc

- Vice-Président de l'UFE
 - Président de la Commission Réseaux et Services Publics
 - Président de l'UNELEG
 - Directeur Général de la SICAE OISE
 - *Vice-Chairman, UFE*
 - *Chairman, Grids and Public Services Commission*
 - *Chairman, UNELEG*
 - *Managing Director, SICAE OISE*



Anne Pénalba

- Vice-Président de l'UFE
 - Président suppléant du Groupe de Travail Hydroélectricité
 - Président de FRANCE HYDRO-ÉLECTRICITÉ
 - *Vice-Chairman, UFE*
 - *Vice-Chairman, Hydroelectricity Working Group*
 - *Chairman, FRANCE HYDRO-ELECTRICITÉ*



Francis Grosmanjin

- Vice-Président de l'UNELEG
 - *Vice-Chairman, UNELEG*



Pascal Magnien

- Vice-Président de l'UFE
 - Président suppléant de la Commission Sociale
 - Directeur des Ressources Humaines de RTE
 - *Vice-Chairman, UFE*
 - *Deputy Chairman, Social Commission*
 - *Director, Human Resources, RTE*



Luc Poyer

- Président du Directoire d'E.ON France
 - Directeur Général de LA SNET
 - *Chairman of the Managing Board, E.ON France*
 - *Managing Director, LA SNET*



Philippe Huet

- Vice-Président de l'UFE
 - Directeur Général Adjoint Stratégie et Coordination d'EDF
 - *Vice-Chairman, UFE*
 - *Deputy Managing Director, Strategy and Coordination, EDF*



Michel Margnes

Président de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR)
Chairman, Compagnie Nationale du Rhône (CNR)



Jean-Baptiste Séjourné

- Président du Groupe de Travail Hydroélectricité
 - Directeur Délégué de la Branche Énergie France de GDF SUEZ
 - *Chairman, Hydroelectricity Working Group*
 - *Deputy Director in charge of Energy France Business, GDF SUEZ Group*



Bernard Lassus

Directeur Général Adjoint RH et Communication d'ERDF

Deputy Managing Director, HR and Communication, ERDF



Stéphane Morel

- Vice-Président de l'UFE
 - Président de la Commission Affaires Européennes
 - Secrétaire Général de LA SNET (Groupe E.ON France)
 - *Vice-Chairman, UFE*
 - *Chairman, European Affairs Commission*
 - *Secretary General, LA SNET (E.ON Group, France)*



Jean-Pierre Viou

- Vice-Président Trésorier de l'UFE
 - Président de la Commission Budgétaire
 - Président d'ELE
 - Directeur Général de SOREGIES
 - *Vice-Chairman Treasurer, UFE*
 - *Chairman, Budgetary Commission*
 - *Chairman, ELE*
 - *Managing Director, SOREGIES*





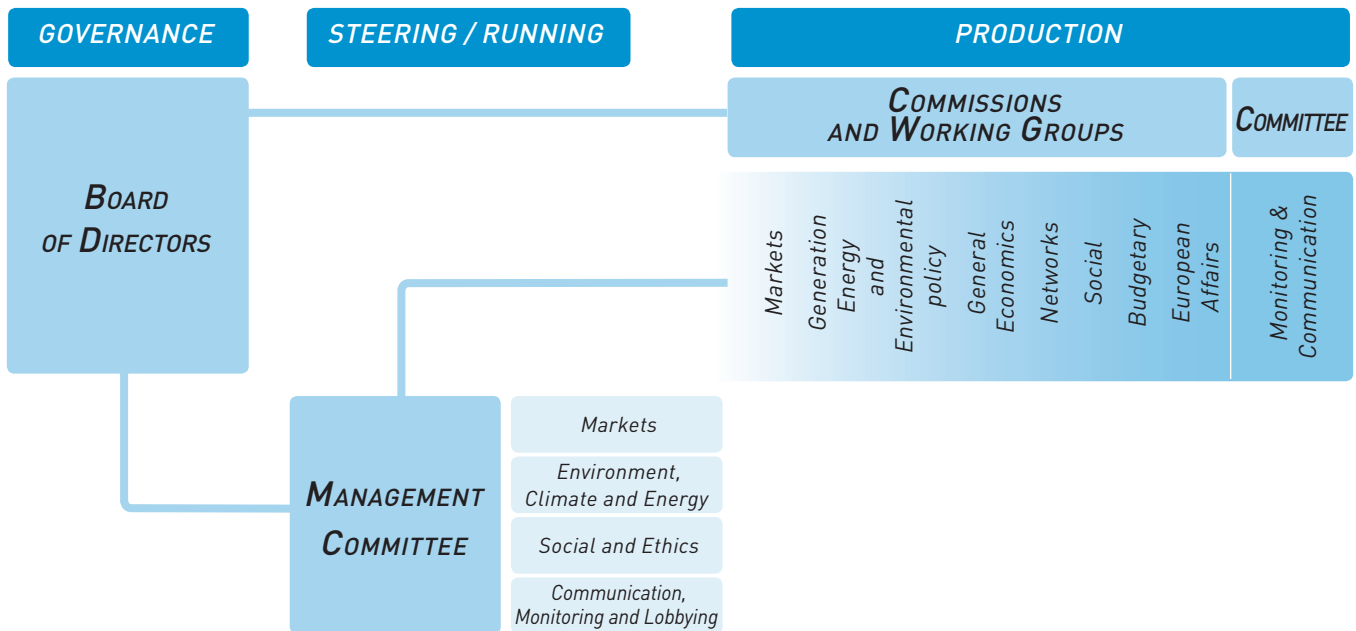
Internal UFE organisation

The Union Française de l'Électricité (French Electricity Union) has opted for an organisation revolving around businesses and strategic focal points (Contracts, Climate and Energy Environment, Social and Ethical, Communication Monitoring and Lobbying).

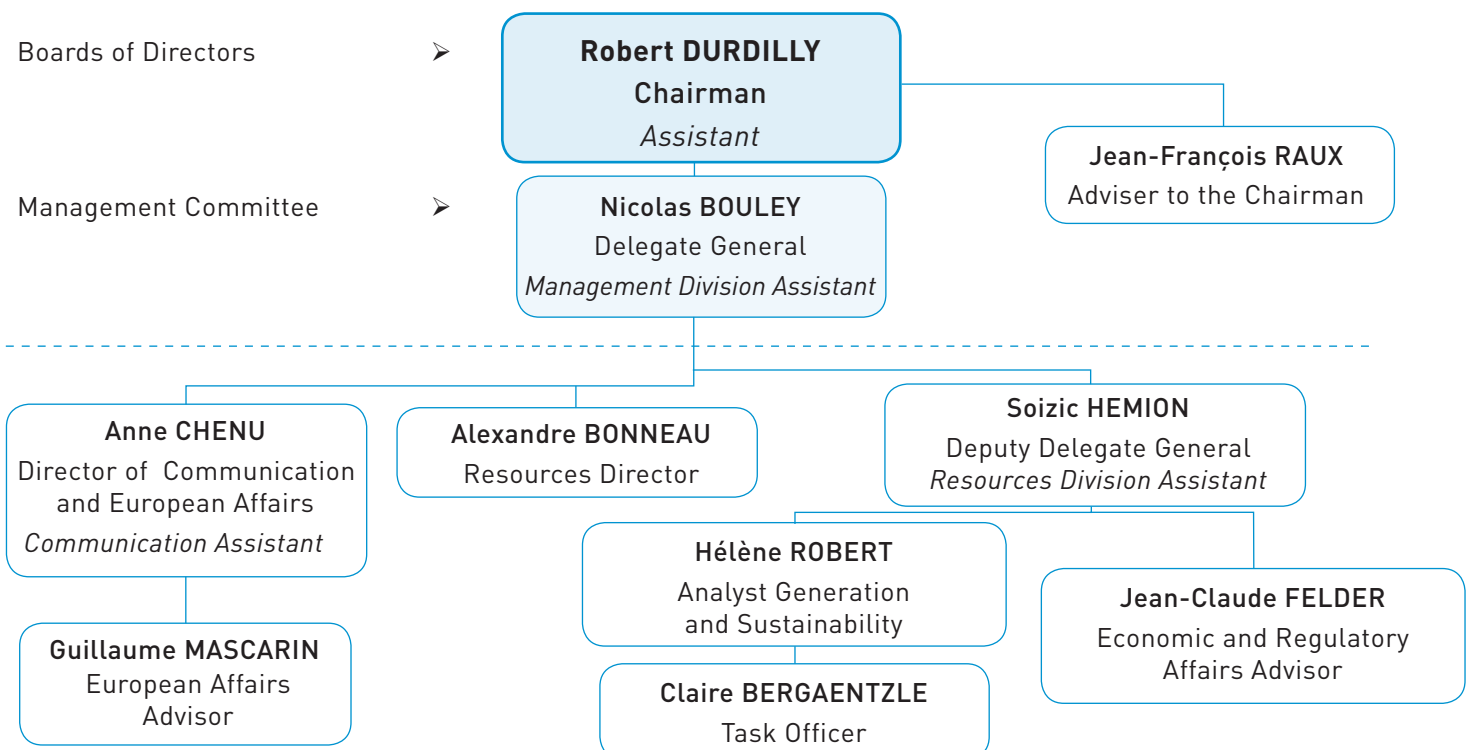
This organisation meets the power ascension of UFE in an increasingly complex and demanding environment.

Apart from the governance bodies - Board of Directors and Management Committee - UFE includes seven commissions and one committee, each one representing a field of expertise. Their purpose is to develop proposals and commit to actions.

This structure was set up in 2008.



UFE Staff





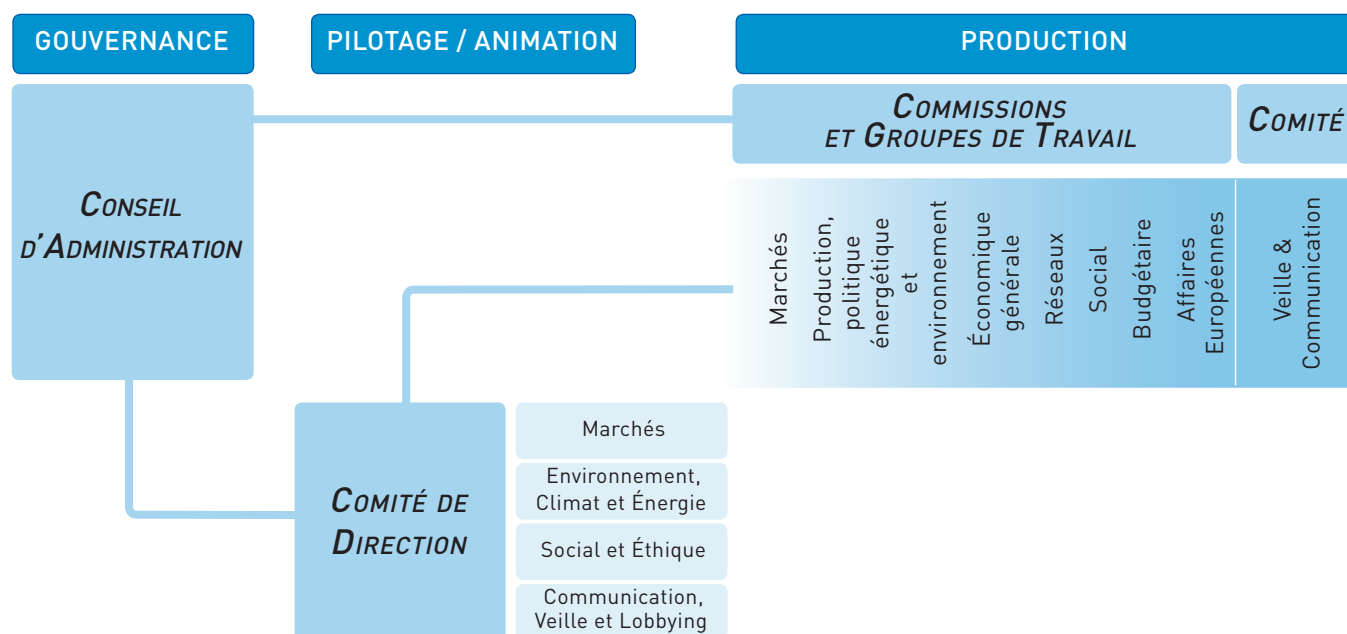
L'Organisation interne de l'UFE

L'Union Française de l'Électricité a privilégié une organisation articulée autour des métiers et des axes stratégiques (Marchés, Environnement Climat Énergie, Social et Éthique, Communication Veille et Lobbying).

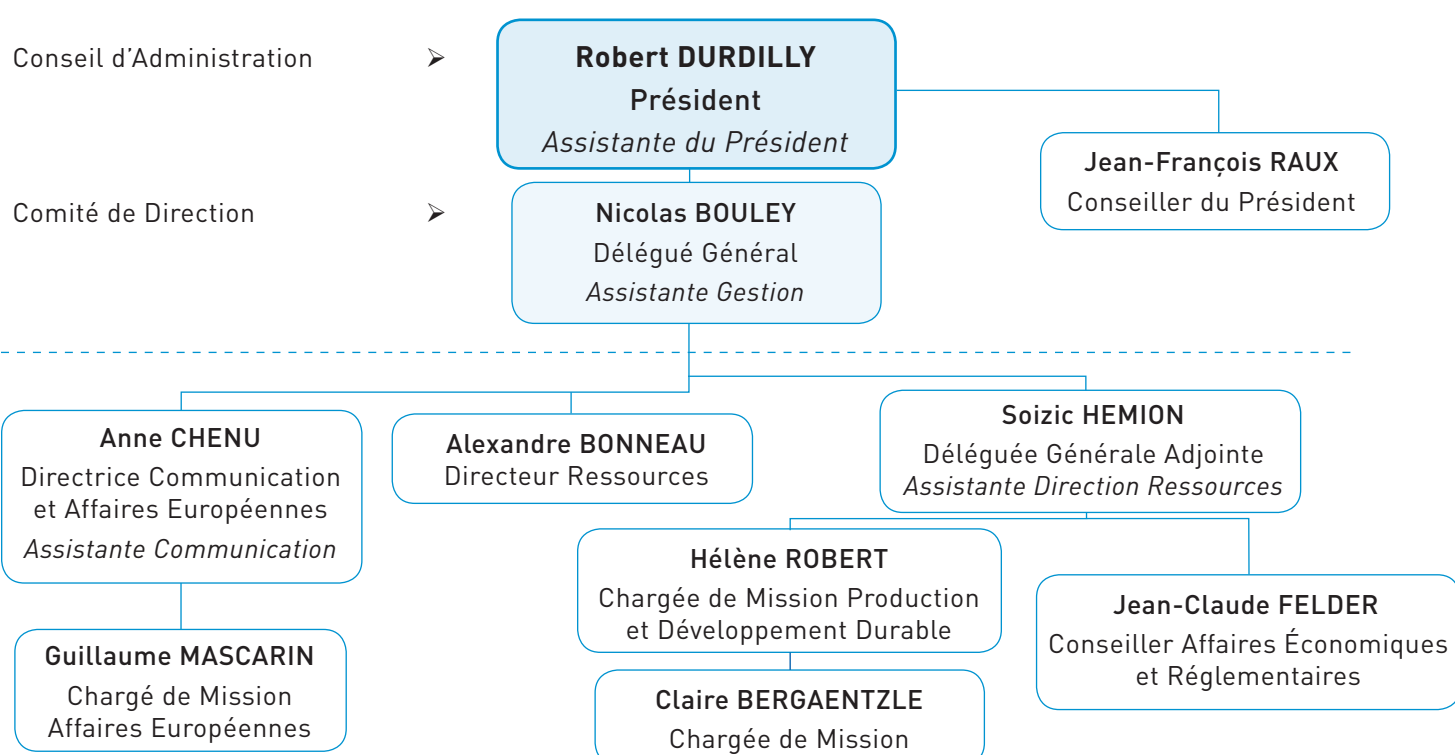
Cette organisation répond à la montée en puissance de l'UFE dans un environnement de plus en plus complexe et exigeant.

Outre les instances de gouvernance – Conseil d'Administration et Comité de Direction – on compte sept Commissions et un Comité représentant chacun un domaine d'expertise. Ils ont pour mission d'élaborer des propositions et d'engager des actions.

Cette structure a été mise en place en 2008.



Les permanents de l'UFE



2 Sustainable Electricity Club

With five other federations in the electricity sector,
the UFE has created the Sustainable Electricity Club



The Sustainable Electricity Club brings together the professional organisations that represent the leading French companies in the sectors of the electrical industry, energy and energy efficiency services. They represent sales of more than 150 billion euros, and 900,000 employees.

Created on 26 June 2009, the Sustainable Electricity Club includes six major professional organisations from the electricity sector, the FFIE, the FEDENE, the FIEEC, the GIMELEC, the SERCE and the UFE.

It is a structure for reflection and study regarding the sustainable contribution of electricity to the struggle against climate change. For 2009-2010, the Chairman of the Sustainable Electricity Club is Robert Durdilly, who is also the UFE Chairman.

Its mission

Reduction of greenhouse gases, energy efficiency and independence, supply security, economic competitiveness: for each of these major challenges, electricity provides an efficient response. However, the coming years will see a strong evolution of the "traditional" frontiers between the various business lines in the electrical sector, notably as a result of the development of a competitive market and the "carbon" accountability of everyone involved, including individuals.

The purpose of the Sustainable Electricity Club is to look to the future in order to identify the developments, for a measurement of their upstream impacts on the production side, and downstream in terms of the usages in view of environmental constraints.

Its objective is also to encourage the emergence and development of future economic channels that will be based on French innovations, while presupposing the cooperation of several industries as part of their industrial deployment.

The aim of the Sustainable Electricity Club is to support and promote these channels of excellence that will serve to develop a lasting French competitive advantage on the national and international markets, while representing a significant employment basin.



L'UFE a créé le Club Electricité Durable avec cinq autres fédérations de la filière électrique



Le Club Electricité Durable réunit les organisations professionnelles représentant les entreprises leaders en France dans les secteurs de l'industrie électrique, de l'énergie et des services d'efficacité énergétique. Elles représentent un CA de plus de 150 milliards d'euros et 900 000 salariés.

Créé le 26 juin 2009, le Club Electricité Durable fédère six grandes organisations professionnelles de la filière électrique, la FFIE, la FEDENE, la FIEEC, le GIMELEC, le SERCE et l'UFE.

C'est une structure de réflexion et d'étude sur la contribution durable de l'électricité à la lutte contre le changement climatique. Pour 2009-2010, le Président du Club Electricité Durable est Robert Durdilly, par ailleurs Président de l'UFE.

Sa Mission

Réduction des gaz à effet de serre, efficacité et indépendance énergétiques, sécurité d'approvisionnement, compétitivité économique : sur chacun de ces grands enjeux, l'électricité apporte une réponse efficace. Toutefois, les frontières « traditionnelles » entre les différents métiers de la filière électrique vont fortement évoluer dans les années à venir, compte tenu notamment du développement d'un marché concurrentiel et de la responsabilisation « carbone » de tous les acteurs, y compris des particuliers.

Le Club Electricité Durable a pour but d'identifier, de façon prospective, ces évolutions, afin de mesurer leurs impacts, à l'amont, sur les parcs de production, et, à l'aval, sur les usages, au regard des contraintes environnementales.

Son objectif est, par ailleurs, de favoriser l'émergence et le développement de filières économiques d'avenir reposant sur des innovations françaises, et supposant, dans leur déploiement industriel, la coopération de plusieurs industries.

Le Club Electricité Durable a pour vocation de soutenir et de promouvoir ces filières d'excellence qui permettent de développer un avantage compétitif français durable sur le marché national et international, et qui représentent un bassin d'emploi significatif.

3 2009 Key Events

■ JANUARY

On a meteorological level, a **devastating storm in the Southwest** in mid-January, and **two periods of severe cold** at the start and end of the year. Consequences of these temperatures 5° to 8° lower than the seasonal norms: record **consumption peaks** such as the one on 7 January with a maximum of 92.400 MW and **great strains on the electrical system**, especially in the PACA region and in Brittany, where there were temporary power cuts.

■ FEBRUARY

The UFE joins the MEDEF on 5 February.

The UFE and 5 other federations, namely the FIEEC, FFIE, FG3E, GIMELEC and SERCE, create the **Sustainable Electricity Club (CLED)** that takes in the entire electrical sector, both upstream and down.

■ APRIL

The **Champsaur Commission** submits its report on the new organisation of the electricity market in France, to which the UFE contributed by notably recalling the need to ensure the security of the sourcing, and also to promote commitment decisions for investments needed for the maintenance and development of the electricity generation stock.

■ MAY

UFE Annual Conference on 26 May, focusing on the UFE's **Vision 2020** that, over and above the necessary control of energy, proposes to increase the energy performance of the French electrical system through three major action levers: controlling electricity consumption during peak periods; transfers of usages from fossil energies to high energy performance electricity; the development of a carbon-free generation stock.

■ JUNE

The Government presents the **Multiyear Investment Scheduling for electrical generation 2009-2020 (MIS)**, to which the UFE contributed by stressing that the effort to combat CO₂ emissions will be even more efficient as emphasis is devoted firstly to controlling consumption during peak times, and secondly to strongly supporting renewable energies.

The **European elections** on 7 June renewed the parliamentary bodies in Brussels.

Adoption of the **3rd European** packet. This packet consists of two directives - one on the electricity market and one on the gas market - and three regulations - on cross-border electricity exchanges, gas exchanges and the new Regulators Agency (ACER).

■ JULY

The **Conference of Experts**, chaired by Michel Rocard, submits its report for the set-up of an **energy climate levy**. Its conclusions exclude electricity from the scope of this new tax since, on the one hand, it produces little carbon (given hydro / nuclear origins) and, on the other hand, because it is already subject to the European CO₂ quotas system.

The **Charpin Group** submits its report on the organisation of the auctions for carbon quotas in France, that includes several UFE recommendations, notably in favour of a single auction platform, strong regulations and access to auctions open to everyone

■ SEPTEMBER

Juan-Manuel Barroso is re-elected as president of the European Commission.

■ OCTOBER

Launch of the Government's **Great Loan** project. The UFE, through the CLED, proposes to capitalize on the good carbon inventory of electricity and to promote the French electrical sector as a channel of excellence for economic growth on the basis of its potential in terms of technological innovation, industrial competitiveness and job creation.

■ NOVEMBER

The MEEDDM launches the **working group on Peak electricity**, co-chaired by Member of Parliament Serge Poignant and Senator Bernard Sido. Very involved in this issue, the importance of which it had pointed out as the PPI was being prepared, the UFE notably proposed the creation of a capacity market to the Peak WG, a proposal that was adopted.

■ DECEMBER

The United Nations Conference on Climate Change in **Copenhagen** indicated that it was impossible to reach an ambitious agreement on the basis of the principle of unanimity to which the 193 member states are subject. The divide between developed countries and emerging countries opened up during the 15 tense days of negotiations. The final text, including minimum commitments, will be adopted at the end of negotiations that will primarily be steered by the USA, China and Brazil, to the detriment of the EU that was incapable of speaking with a single voice.

The **UFE is heard** by the Parliamentary Office for the Assessment of Scientific and Technical Choices at the **National Assembly** relative to peak electricity consumption, in the context of a new record consumption and decreased availability of the electrical stock, which led to very difficult situations, notably in the PACA region and Brittany.

The **Constitutional Council censures the law on the Carbon Tax** and now recommends that the thermal generation of electricity should be included. The government takes note of this and announces a new version in the first quarter of 2010. The UFE recalls that the electrical industry is one of the few French sectors that is already obliged to buy a share of its emission quotas, and the only one having to do so for 100% of its quotas in 2013. As such, imposing a carbon tax on French thermal power plants would therefore lead to double taxation of our sector.



■ JANVIER

Au plan météorologique, **tempête dévastatrice dans le Sud Ouest** mi janvier, et **deux périodes de grand froid** en début et en fin d'année. Conséquences de ces températures inférieures de 5° à 8° aux normales saisonnières : **des pics de consommation** record comme celui du 7 janvier avec un maximum de 92 400 MW, et de **fortes tensions sur le réseau** électrique, en particulier en PACA et en Bretagne où des coupures temporaires ont dû être opérées.

■ FÉVRIER

L'UFE adhère au **MEDEF** le 5 février.

L'UFE et 5 autres fédérations La FIEEC, La FFIE, La FG3E, Le GIMELEC et Le SERCE créent le **Club Electricité Durable (CLED)** qui rassemble toute la filière électrique, de l'amont à l'aval.

■ AVRIL

La **Commission Champsaur** remet son rapport sur une nouvelle organisation du marché de l'électricité en France, auquel l'UFE a contribué en rappelant, notamment, la nécessité d'assurer la sécurité d'approvisionnement, et celle de favoriser les décisions d'engagement des investissements nécessaires pour le maintien et le développement du parc de production d'électricité

■ MAI

Colloque Annuel de l'UFE le 26 mai axé sur la **Vision 2020** de l'UFE qui, au-delà de l'indispensable maîtrise de l'énergie, propose d'accroître la performance énergétique du système électrique français au travers de trois grands leviers d'actions : la maîtrise des consommations d'électricité durant les périodes de pointe ; les transferts d'usages des énergies fossiles vers de l'électricité à haute performance environnementale ; le développement d'un parc de production décarboné.

■ JUIN

Le Gouvernement présente la **Programmation Pluriannuelle des Investissements de production électrique 2009-2020 (PPI)** à laquelle l'UFE a contribué en soulignant que la lutte contre les émissions de CO₂ sera d'autant plus efficace que l'accent sera mis d'une part sur la maîtrise des consommations aux heures de pointe, et d'autre part sur un soutien renforcé aux énergies renouvelables.

Les **élections européennes** du 7 juin renouvellent les instances parlementaires à Bruxelles.

Adoption du **3^{ème} Paquet** européen. Ce dernier est composé de deux directives - une sur le marché de l'électricité et une sur celui du gaz - et de trois règlements - sur les échanges transfrontaliers d'électricité, sur les échanges gaziers et sur la nouvelle Agence de Régulateurs (ACER).

■ JUILLET

La **Conférence des Experts**, présidée par Michel Rocard, rend son rapport pour la mise en place d'une **contribution climat énergie**. Ses conclusions excluent l'électricité du champ de cette taxe car elle est, d'une part, peu carbonée (car d'origine hydro nucléaire) et, d'autre part, déjà soumise au système européen des quotas CO₂.

Le **Groupe Charpin** remet son rapport sur l'organisation des enchères de quotas de carbone en France qui reprend plusieurs recommandations de l'UFE en faveur, notamment, d'une plateforme unique d'enchères, d'une régulation forte et d'un accès aux enchères ouvert à tous.

■ SEPTEMBRE

Juan-Manuel Barroso est réélu à la tête de la présidence de la Commission européenne.

■ OCTOBRE

Lancement par le Gouvernement du projet **Grand Emprunt**. L'UFE, par l'intermédiaire du CLED, propose de capitaliser sur le bon bilan carbone de l'électricité et de valoriser le secteur électrique français comme filière d'excellence pour la croissance économique sur la base de son potentiel en termes d'innovation technologique, de compétitivité industrielle et de création d'emplois.

■ NOVEMBRE

Lancement par le MEEDDM du **groupe de travail sur la Pointe électrique** coprésidé par le député Serge Poignant et le sénateur Bernard Sido. Très impliquée sur cette problématique dont elle avait souligné l'importance lors de l'élaboration de la PPI, l'UFE a notamment proposé au GT Pointe, la création d'un marché de capacités qui a été retenue.

■ DÉCEMBRE

La Conférence des Nations sur le Climat à **Copenhague** révèle l'impossibilité de parvenir à un accord ambitieux sur la base du principe de l'unanimité qui régit les 193 états membres. La fracture entre pays développés et pays émergents se fait plus grande durant les quinze jours agités des négociations. Le texte final, comportant des engagements a minima, sera adopté à l'issue d'une négociation largement pilotée par les USA, la Chine et le Brésil, au détriment de l'UE incapable de faire entendre une voix unique.

L'UFE est auditionnée à l'**Assemblée Nationale** par l'Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Techniques sur les consommations en pointe d'électricité, dans un contexte de nouveau record de consommation et de moindre disponibilité du parc électrique, qui a conduit à des situations très tendues notamment dans deux régions : PACA et Bretagne.

Le **Conseil Constitutionnel** censure la loi sur la **Taxe Carbone** et recommande désormais d'y inclure de la production thermique d'électricité. Le Gouvernement prend acte et annonce à une nouvelle mouture pour le premier trimestre 2010. L'UFE rappelle que l'industrie électrique est l'un des seuls secteurs français obligé d'acheter, d'ores et déjà, une part de ses quotas d'émission et le seul à devoir les acheter à 100% en 2013. De fait, imposer une taxe carbone sur les centrales thermiques françaises conduirait donc à une double peine pour notre secteur.

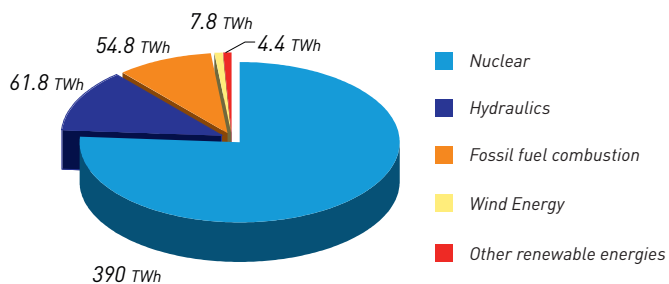
2009 Key figures

- **Strength:** the UFE members employ more than **150,000** for the activities in the electrical sector
- **Electricity generation** in France : **518.8 TWh** (-5.5% relative to 2008)

Distribution

- Nuclear:	390 TWh
- Hydraulics:	61.8 TWh
- Fossil combustion:	54.8 TWh
- Wind Energy:	7.8 TWh
- Other renewable energies:	4.4 TWh

Breakdown per sector of the electricity generation:



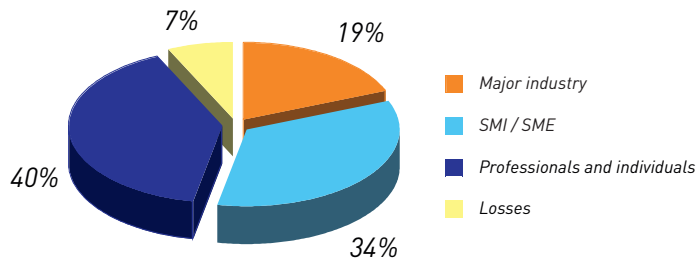
- **Installed capacity** in France: **120.2 GW** (+2.1% relative to 2008)

- **Electricity consumption** in France: **486.4 TWh**

Distribution

- Major industry:	19%
- SMI / SME:	34%
- Professionals and individuals:	40%
- Losses:	7%

Breakdown per sector of the electricity consumption:



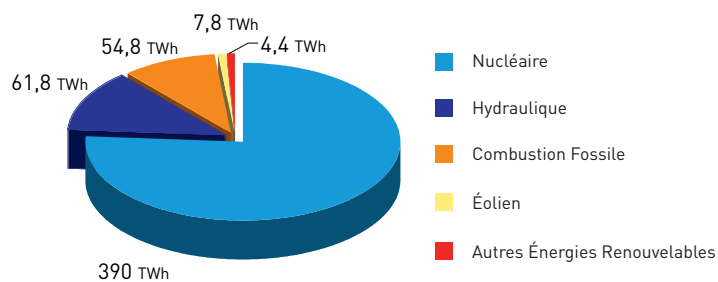
Chiffres clés en 2009

- **Effectifs** : les adhérents de l'UFE emploient **150 000** salariés pour les activités du secteur électrique
- **Production d'électricité** en France : **518,8 TWh** (-5,5 % par rapport à 2008)

Répartition

- Nucléaire :	390 TWh
- Hydraulique :	61,8 TWh
- Combustion Fossile :	54,8 TWh
- Éolien :	7,8 TWh
- Autres Énergies Renouvelables :	4,4 TWh

Répartition par secteur de la production d'électricité :



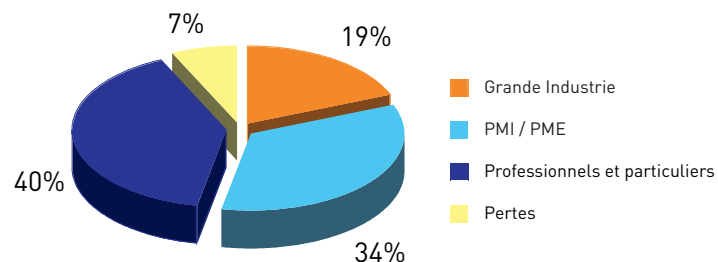
- **Capacité installée** en France : **120,2 GW** (+2,1 % par rapport à 2008)

- **Consommation d'électricité** en France : **486,4 TWh**

Répartition

- Grande industrie :	19%
- PMI / PME :	34%
- Professionnels et particuliers :	40%
- Pertes :	7%

Répartition par secteur de la consommation d'électricité :





4 General Economy Committee

The purpose of the General Economy Committee is to promote the Union's interests in the decision-making processes affecting the general economic challenges of the electrical industry.

It primarily deals with medium and long-term questions relative to the European and French legislative and regulatory framework for electricity, and more generally energy, as well as the long-term planning and taxation of electricity and of energy in general.

Its Chairman is Philippe TORRION from EDF, Director of the Upstream / Downstream Optimisation and Trading Department, and Deputy Chairman of the UFE. The replacement Chairwoman is Myriam Berdy, Deputy Chairwoman of the UFE and of Uneleg and Executive Vice President of Electricité de Strasbourg.

The Committee represents all UFE members (producers, marketers, system operators).

ACTIVITY in 2009

With regard to the issues surrounding the overall architecture of the electrical sector, the General Economy Committee primarily oriented its efforts along four main axes:

- the NOME draft law,
- the questions surrounding access to the nuclear base load,
- the provisions for the purchasing of the losses of system operators,
- the evolution of the purchase obligation mechanisms, notably so that operators other than the incumbent operator EDF will be able to purchase renewable energy that receives public support.

In addition, it was behind the Government's set-up of the **Groupe de Travail sur la Pointe électrique** (Working Group on the Electrical Peak), under the aegis of the MEEDDM and co-chaired by Senator Bruno SIDO and member of Parliament Serge POIGNANT, in which the UFE is very active. As such, as part of the efforts carried out together with the UFE Markets Committee, the GE Committee proposed the creation of an obligation and of a market for capacities, the objective of which would be to make all producers / suppliers accountable regarding their ability to meet demand over the long term, by encouraging them to make provisions for sufficient generation means.

On an economic level, the Committee devoted its **study efforts** to several domains throughout the year. In particular, it strove to extend its industrial study "Vision 2020" to the socio-economic level, in order to quantify it in terms of jobs and sales figures, by situating it within the general context of the Grenelle Environnement and of the Green Growth that should result from it. As such, it launched a large scale study in this area, and its results are expected to be published at the time of the annual UFE Conference in June 2010.

As part of this initiative to monitor the sector's economy, the Committee has also brought about the creation of an **Electricity Observatory** that will be launched at the end of the first quarter of 2010. This new tool will provide for simple, centralised and quick access to the electrical sector's major consolidated data relative to infrastructures, consumption, the environment and the market.

The Committee's efforts also included a significant tax component. As such, in 2009, it devoted its analysis and recommendation efforts to two of the Government's leading projects at the end of the year: the **Carbon Tax** and the **Reform of the Professional Tax**. Regarding the former, the Government's draft text was rejected by the Constitutional Council at the end of December 2009, thereby opening the door to the re-negotiation of a new version. Regarding the latter, a new tax was created as a replacement for the Professional Tax for the electrical sector, namely the "IFER". Generally less of a burden for electrical companies than the Professional Tax, it nevertheless includes certain negative points upon which the General Economy Committee continues to work in order to propose possible evolutions to the Public Authorities such as to attenuate its effects.

As part of the "building" component of the Grenelle Environnement, the General Economy Committee worked on the definition of the **BBC standard**. In November, the UFE made a presentation on the subject to the Parliamentary Office for the Assessment of Scientific and Technical Choices at the National Assembly.

Finally, after the report from the Champsaur Commission, a **working group on climate indicators** was created in cooperation with Météo France, for the purpose of simulating meteorological developments, such as to anticipate electricity consumption and therefore allow suppliers to better cover the associated risks.





Pierre Lederer
Président

La Commission Economie Générale est compétente pour faire valoir les intérêts de l'Union dans les processus de décision touchant aux problématiques d'économie générale de l'industrie électrique.

Elle traite, à titre principal, des questions de moyen et de long terme relatives au cadre législatif et réglementaire européen et français de l'électricité, et, plus généralement, de l'énergie, ainsi qu'à la prospective et à la fiscalité de l'électricité, et, plus généralement, de l'énergie.

L'ACTIVITÉ en 2009

Concernant les **problématiques liées à l'architecture globale du secteur électrique**, la Commission Economie générale a essentiellement axé ses travaux autour de quatre grands axes :

- le projet de loi NOME,
- les questions d'accès à la base nucléaire,
- les modalités d'achat des pertes des gestionnaires de réseaux
- l'évolution des mécanismes d'obligation d'achat afin notamment que les opérateurs autres que l'opérateur historique EDF puissent acheter de l'énergie renouvelable faisant l'objet d'un soutien public.

Elle est, par ailleurs à l'origine de la mise en place, par le Gouvernement, du **Groupe de Travail sur la Pointe électrique**, sous l'égide du MEEDDM et co-présidé par le Sénateur Bruno SIDO et le Député Serge POIGNANT dans lequel l'UFE est extrêmement présente. Ainsi, dans le cadre des travaux menés en commun avec la Commission Marchés de l'UFE, cette dernière a ainsi proposé la création d'une obligation et d'un marché de capacités qui auraient pour objectif de responsabiliser tous les producteurs / fournisseurs quant à leur capacité à satisfaire la demande sur du long terme, en les incitant à disposer de moyens de production suffisants.

Au plan économique, la Commission a orienté ses **travaux d'études**, tout au long de l'année, dans plusieurs domaines. En particulier, elle s'est attachée à prolonger, au plan socio-économique, son étude industrielle « Vision 2020 », afin de la quantifier en termes d'emplois et de chiffre d'affaires, en la replaçant dans le contexte général du Grenelle Environnement et de la Croissance Verte qui devrait en découler. Elle a ainsi lancé une importante étude en la matière dont les résultats devraient être publiés à l'occasion du Colloque annuel de l'UFE en juin 2010.

Dans cette même démarche de suivi économique du secteur,

Son Président est Philippe TORRION d'EDF, Directeur de la Direction Optimisation Amont/Aval et Trading, et Vice-Président de l'UFE. La Présidente suppléante est Myriam Berdy, Vice-Présidente de l'UFE et de l'Uneleg et Directeur Général Délégué d'Electricité de Strasbourg.



Myriam Berdy
Vice-Président


La Commission représente l'intégralité des membres de l'UFE (producteurs, commercialisateurs, gestionnaires de réseaux).

La Commission est à l'origine de la création d'un **Observatoire de l'électricité** dont le lancement interviendra fin du premier trimestre 2010. Ce nouvel outil permettra d'accéder, de façon simple, centralisée et rapide, aux données majeures consolidées du secteur électrique relatives aux infrastructures, à la consommation, à l'environnement et au marché.

La Commission a, par ailleurs, pour activité, un important volet fiscal. En 2009, elle a ainsi porté ses efforts d'analyse et de recommandations sur deux projets phare du Gouvernement en fin d'année : la **Taxe Carbone** et la **Réforme de la Taxe Professionnelle**. Concernant la première, le projet de texte du Gouvernement a été rejeté par le Conseil Constitutionnel fin décembre 2009, ouvrant la voie à des renégociations sur une nouvelle mouture. Concernant la seconde, une nouvelle taxe, « IFER », a été créée en substitution de la Taxe Professionnelle pour le secteur électrique. Globalement moins pénalisante pour les électriciens que la Taxe Professionnelle, elle comporte toutefois certains points négatifs sur lesquels la Commission Economie Générale poursuit ses travaux afin de proposer d'éventuelles évolutions aux Pouvoirs Publics pour en atténuer les effets.

Dans le cadre du volet « bâtiment » du Grenelle Environnement, la Commission Economie Générale a travaillé sur la définition de la **norme BBC**. L'UFE a ainsi pu être auditionnée sur ce sujet, en novembre, à l'Assemblée Nationale par l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Techniques.

Enfin, à la suite du rapport de la Commission Champsaur, un **groupe de travail sur les indices climatiques** a été créé, en coopération avec Météo France, afin de mettre en œuvre des indices qui simulent les évolutions météorologiques afin d'anticiper les consommations d'électricité et donc permettre aux fournisseurs de mieux couvrir les risques associés.



5 Social Committee of Employers' Groups

The Social Committee of Employers' Groups, which replaced the UFE Social Committee in September 2009, is the sole decision-making body common to the UFE and the UNEmIG that is authorised to promote the interests of the members of both groups as part of the social negotiation processes for the IEG branch. Their decisions are taken unanimously.

The Social Committee of Employers' Groups notably deals with the following topics:

- Pensions
- Health care cover
- Staff Representative Bodies
- Social dialogue
- Vocational training
- Status scope

The Social Committee's Chairman is Bernard Caron, representing the UFE, and Director of Social Relations for the EDF Group.

The Social Committee's Deputy Chairman is Jean Astier, representing the UNEmIG, and Director of the work relations department IEG of the GDF SUEZ Group.

ACTIVITY in 2009

The first half of 2009 was marked by a more tense climate in the social dialogue relative to the issue of salary increases. Three employers' proposals recommendations were issued on 12 February and 11 May in order to settle, within the Branch, the question of the general increase of the basic national wage (SNB on 1st January 2009 increased by 0.8% for 2008 and 0.3% to 2009) and that of the individual wage increases by leaving their determination up to the companies.

Several topics also advanced within the framework of common efforts within dedicated joint groups (preparation of the Professional Equality annual report, promotional training sessions, reflections on Psycho-social risks, the inventory and categorization of existing texts affected by the 2007 reform on Personal Representative Institutions).

Similarly, the reintegration of agents from the CMCAS (after the reorganisation of the special social security system) undertaken in 2007-2008 and continued in 2009, resulted in a positive overall assessment.

Finally, in the first half of 2009, the preparation for the **Elections of the CAs of the CMCAS** as well as those of the **CAMIEG led to a successful voting procedure from 26 to 29 June 2009**, an event that also marked the Branch's activities in 2009.

The social partners on both sides wished to resume the social dialogue, notably by setting up a new type of meetings for the IEG Branch: Dialogue and Coordination Meetings that would provide a venue for "open" discussion, before any negotiations, of the topics that are most important to them.

The Social Committee consists of the following:

- For the UFE:
 - Bernard Caron, EDF
 - Bernard Lassus, ERDF
 - Florence Cottin-Nazon, CNR
 - Guillaume Tabourdeau, UNELEG
 - Pascal Magnien, RTE
 - Florence Shreiber, EDF
 - Denis Rieffel, GDF SUEZ
 - Denis Trumeau, SDEM
 - Denis Reiter, la SNET
- For the UNEmIG:
 - Michel Astruc, GDF SUEZ
 - Christian Blanes, SOREGIES
 - Elisabeth Bangratz, VIALIS
 - Hervé Villebrun, GDF SUEZ
 - Jean Astier, GDF SUEZ
 - Daniel-Jean Veniat, GDF SUEZ

Quite naturally, the first of these meetings at the start of September was devoted to Salary measures for 2010.

Regarding the collective negotiations, 5 agreements were signed:

- Unanimous agreement "Bonuses and compensation on 1st January 2009" dated 11 June 2009
- Unanimous agreement "Advance deduction of contributions on disability pensions paid by the CNIEG" dated 15 October 2009
- Agreement "Salary measures for 2010" dated 19 November 2009
- Agreement on the "Date for professional elections for the entire IEG Branch" dated 11 December
- Unanimous agreement on "Branch social dialogue" dated 14 December 2009

With regard to the agreement on **salary measures for 2010**, negotiations began in October 2009 with a desire to anticipate and rapidly conclude a Branch agreement applicable as of 1st January 2010 and that, in the end, would provide for an average increase of 2.8% (including 1.2% general basic wage increase and 0.7% relative to individual increases).

For its part, the agreement on **professional elections** marks the start of a process that will run over the course of the coming year, which is a source of concerns for the trade union federations and companies until the final date of the vote on 25 November 2010.

Finally, several new features must be pointed out relative
./..



Bernard Caron
Président

Le Comité social des Groupements d'Employeurs, qui s'est substitué à La Commission Sociale de l'UFE en septembre 2009, est l'instance unique de décision commune à l'UFE et à l'UNEmIG, qui est compétente pour faire valoir les intérêts des membres des deux groupements dans les processus de négociation sociale de la branche des IEG. Leurs décisions sont prises à l'unanimité.

Le Comité social des Groupements d'Employeurs traite, notamment, des dossiers :

- Retraites
- Couverture maladie
- Institutions Représentatives du Personnel
- Dialogue social
- Formation professionnelle
- Champ d'application du statut

Le Président du Comité social est Bernard Caron, au titre de l'UFE, et Directeur des Relations sociales du Groupe EDF.

Le Vice-Président du Comité Social est Jean Astier, au titre de l'UNEmIG, et Directeur du service relations du travail IEG du Groupe GDF SUEZ.

L'ACTIVITÉ en 2009

Le premier semestre de l'année 2009 a été marqué par un climat plus tendu dans le dialogue social sur le dossier des augmentations de salaires. Trois recommandations patronales ont été émises les 12 février et 11 mai pour régler, au sein de la Branche, la question de l'augmentation générale du salaire national de base (SNB au 1er janvier 2009 augmenté de 0,8% au titre de 2008 et de 0,3% pour 2009) et celle des augmentations salariales individuelles en laissant leur détermination aux entreprises.

Plusieurs sujets ont progressé, par ailleurs, dans le cadre d'un travail commun en groupes paritaires dédiés (préparation du rapport annuel Egalité Professionnelle, les formations promotionnelles, les réflexions sur les Risques psycho-sociaux, l'inventaire et la catégorisation des textes existants touchés par la réforme de 2007 sur les Institutions Représentative du Personnel).

De même, la réintégration des agents des CMCAS (faisant suite à la réorganisation du régime spécial de sécurité sociale) menée sur 2007- 2008 et poursuivie en 2009, s'est finalisée par un bilan positif.

Enfin la préparation sur le premier semestre 2009, des Elections des CA des CMCAS ainsi que celles de la CAMIEG, a permis le bon déroulement des opérations de vote du 22 au 26 juin 2009, point également marquant des activités de la Branche en 2009.

Les partenaires sociaux, de part et d'autre, se sont attachés à une reprise du dialogue social, notamment en mettant en place des réunions d'un type nouveau pour la Branche des

Le Comité Social est composé :

• Pour l'UFE de :

- Bernard Caron, EDF
- Bernard Lassus, ERDF
- Florence Cottin-Nazon, CNR
- Guillaume Tabourdeau, UNELEG
- Pascal Magnien, RTE
- Florence Shreiber, EDF
- Denis Rieffel, GDF SUEZ
- Denis Trumeau, SHEM
- Denis Reiter, la SNET

• Pour l'UNEmIG de :

- Michel Astruc, GDF SUEZ
- Christian Blanes, SOREGIES
- Elisabeth Bangratz, VIALIS
- Hervé Villebrun, GDF SUEZ
- Jean Astier, GDF SUEZ
- Daniel-Jean Veniat, GDF SUEZ



Jean Astier
Vice-Président

IEG : les Réunions de Concertation et de Coordination permettant d'aborder, de façon « ouverte » et préalable aux négociations, des sujets qui leur tiennent à cœur. La première d'entre-elles, au tout début septembre, a été ainsi, naturellement, dédiée aux Mesures salariales 2010.

Concernant la négociation collective, 5 accords ont été signés :

- Accord unanime « Primes et indemnités au 1^{er} janvier 2009 » du 11 juin 2009
- Accord unanime « Précompte de cotisations sur les pensions d'invalidité versées par la CNIEG » du 15 octobre 2009
- Accord « Mesures salariales 2010 » du 19 novembre 2009
- Accord sur la « date des élections professionnelles pour l'ensemble de la Branche des IEG » du 11 décembre
- Accord unanime relatif au « dialogue social de la Branche » du 14 décembre 2009

S'agissant de l'accord sur les mesures salariales 2010, les négociations ont débuté en octobre 2009, avec une volonté d'anticiper et d'aboutir rapidement à un accord de Branche applicable au 1^{er} janvier 2010 et qui prévoit au final une augmentation de 2,8 % en moyenne (dont 1,2 % d'augmentation générale du salaire de base et de 0,7 % au titre des augmentations individuelles).

L'accord sur les élections professionnelles marque, quant à lui, le démarrage d'un processus cheminant sur l'année à venir, source de préoccupations des fédérations syndicales et des entreprises jusqu'à la date ultime du scrutin fixée au 25 novembre 2010.



Social Committee of Employers' Groups

ACTIVITY in 2009 *(continued)*

./..

to the **social dialogue** agreement. Over and above additional means, or with easier provisions, the set-up of dialogue and coordination meetings, the shared initiative of the topics to be covered within the Branch, as well as the possible formalization of a failed negotiation, show a certain degree of maturity of the Branch's social dialogue.

Begun in 2008 on the heels of the Retirement reform, the discussions on the complex topic of the **Specificity of business lines** deal with the laboriousness of work. Their objective is to settle the issue of compensation for employees hired as on 1st January 2009, and to define, for everyone, professional criteria for this laboriousness and for its assessment. The draft agreement could be ready by the start of 2010.

Carried out in parallel, the reflections within the Branch on preventing **Psycho-social** risks resulted, at year-end, in a draft agreement that is being discussed.

Supplementary Medical Coverage remains a key topic for the Branch. A draft agreement to establish collective coverage (so-called 3rd level) for health-related expenses, with mandatory contributions and an adjusted grid of services, will make it possible to finalise the system in 2010, after consultations with insurance institutions.

During its annual meeting in October 2009, the **Collective negotiation observatory** gave a positive appraisal for 2008 relative to the many agreements signed in the Branch and its companies.

In the area of **continuing professional training**, the **National Employment Joint Committee** continued its works in 2009, with several priorities.

In addition to optimising the usage of the IEG professionalization funds by the joint steering section, the

promotion of training was targeted by the CPNE in the form of promoting VAE (through enhanced communications), as well as reflections and surveys regarding promotional training.

The desired promotion of the Branch's business lines followed two avenues: communication actions on a study of business lines in Gas and electricity distribution, with a "general public" advertising campaign that will be released at the start of 2010, as well as work on the creation of an Internet site dedicated to the attractiveness of the Branch's business lines.

The Prospective Observatory of Business Lines and Qualifications launched new studies that - after last year's study on the Distribution of gas and electricity within the professional branch - will focus on 7 other major areas of activity for the IEG Branch (Thermal with flame; Hydraulics; Nuclear; Electrical transmission systems; Gas: transmission systems storage and methane tanker terminals; Marketing of gas and electricity; Research and Development). These elements will provide the Observatory with material for its permanent reflection on initial and continuing training within the Branch.

For its part, the **CSNP** recorded fewer queries in 2009, and dealt with **150** files in its various Sub-committees.

The National joint follow-up committee for the CAMIEG (6 meetings) brought about improvements regarding both the stock and flow of requests and complaints, though there remains considerable room for progress. The facilities management target solution (a single database and a single processing chain) should be ready by the end of 2009, according to the CNAMTS' commitments.



L'ACTIVITÉ en 2009 *(suite)*

./..

Enfin, pour l'accord sur le **dialogue social**, plusieurs nouveautés sont à signaler. Outre des moyens supplémentaires, ou avec des modalités facilitées, la mise en place de réunions de concertation et de coordination, l'initiative partagée des sujets à traiter dans la Branche, ou encore la formalisation possible d'un échec constaté d'une négociation, marquent un certain degré de maturité du dialogue social de la Branche.

Les discussions lancées en 2008 dans la lignée de la réforme Retraite, sur le sujet complexe de la **Spécificité des métiers** traitent de la pénibilité au travail. Elles ont pour objectif de parvenir à régler la question des compensations pour les salariés recrutés au 1^{er} janvier 2009, et de définir, pour tous, des critères professionnels de cette pénibilité et de son appréciation. Le projet d'accord pourrait trouver une concrétisation au début 2010.

Menées en parallèle, les réflexions au sein de la Branche sur la prévention des **Risques psychosociaux** ont abouti, en fin d'année, à un projet d'accord en cours de discussion.

La **Couverture Supplémentaire Maladie** reste un des sujets forts de la Branche. Un projet d'accord pour instituer une couverture collective (dite de 3^{ème} niveau) sur les frais de santé, à cotisation obligatoire, avec une grille de prestations calée, permettra de finaliser le dispositif, en 2010, après consultation des organismes d'assurance.

L'**Observatoire de la négociation collective** a dressé, au cours de sa réunion annuelle d'octobre 2009, le bilan positif 2008 des nombreux accords signés dans la Branche et dans ses entreprises.

Dans le domaine de la **formation professionnelle continue**, la **Commission Paritaire Nationale de l'Emploi** a poursuivi en 2009 ses travaux avec plusieurs priorités.

Outre l'optimisation de l'utilisation du fonds IEG de la professionnalisation par la section de pilotage paritaire, la promotion de la formation a été visée par la CPNE sous forme de promotion de la VAE (par une communication renforcée) et de réflexions et enquêtes sur les formations promotionnelles.

La promotion des métiers de la Branche – elle aussi recherchée – a emprunté deux voies : des actions de communication sur l'étude des métiers de la Distribution de gaz et d'électricité, avec une campagne publicitaire « grand public » qui sera diffusée début 2010, mais aussi un travail entrepris sur la création d'un site internet dédié à l'attractivité des métiers de la Branche.

L'**Observatoire Prospectif des Métiers et des Qualifications** a lancé de nouvelles études qui – après celle de la Distribution de gaz et d'électricité de la branche professionnelle de l'an passé – vont s'intéresser aux 7 autres grands domaines d'activité de la Branche des IEG (Thermique à flamme ; Hydraulique ; Nucléaire ; Réseaux de transports électriques ; Gaz : réseaux de transports, stockage et terminaux méthaniers ; Commercialisation de gaz et d'électricité ; Recherche et Développement). L'Observatoire sera ainsi nourri par ces éléments dans sa réflexion permanente sur les formations initiales et continues au sein de la Branche.

De son côté, la **CSNP**, enregistrant en 2009 un nombre de requêtes moins important, a traité **150** dossiers au rythme de ses différentes Sous-commissions.

La **Commission nationale paritaire de suivi de la CAMIEG** (6 réunions) a acté des améliorations réalisées tant sur le stock que sur le flux des demandes et réclamations, même si des progrès restent encore de mise. La solution-cible d'infogérance (une seule base de données et une seule chaîne de traitement) devrait être prête à fin 2009 selon les engagements de la CNAMTS.



6 Generation Committee

The task of the Generation Committee is to promote the interests of its members relative to decision-making processes in the area of generation.

The current Chairman, Robert Durdilly, was appointed by the Board on 13 September 2007 for a 3-year term. The appointment of the replacement Chairman, André Antolini (SER), was renewed by the Board on 16 September 2008 for a 3-year term.

The producer members of the Generation Committee are EDF, ELE, DK6, FHE, GDF-SUEZ, POWEO, SNET, SER and UNELEG. RTE also takes part in its works, but only on a non-voting consultative basis.

The Generation Committee looks after the follow-up of the UFE's representation within the CURDE's producers' consensus

committee (French acronym CCP). It is consulted relative to production-related texts submitted by the Conseil Supérieur de l'Énergie (Higher Energy Council). Finally, at the end of 2009, the Generation Committee designated the UFE's representatives to the Comité Technique de l'Électricité (Electricity Technical Committee).

The Generation Committee has several attached working groups: upstream CO₂, Grenelle de la mer, System Services, Transparency. There are three other common WGs with the European Affairs Committee: ETS, CCS, IPPC. There are also two mixed working groups with the Systems and Public Service Committee: the ENR priority access WG and the decentralised generation WG.

ACTIVITY in 2009

Grenelle Environnement:

The Committee maintained a close watch on the parliamentary works surrounding the Grenelle 1 and Grenelle 2 draft laws. With its members, it drafted the proposed amendments put forward by the UFE during the hearings by the various rapporteurs on these draft texts.

Trading market for CO₂ quotas (phases II and III):

The working group dedicated to the 2008-2012 PNAQ continued its efforts, notably after the passing of the corrective 2008 finance law, in which article 8 was intended to deal with the insufficiency of the proposals of the CO₂ National Quota Allocation Plan (French acronym PNAQ) with regard to the "reserve", intended for the quota requirements of new industries that join the CO₂ quota trading system. This article included an annual levy only on the quotas of electrical companies. For 2009, this levy had been set at 10%, by the decree of 26 February 2009.

This reduction measure, decided after the National Quota Allocation Plan had been validated by the European Commission, has consequently been held in abeyance as a result of its clear incompatibility with European law. This finding led to a de facto blockage of the delivery of the 2009 quotas for the electrical sector, resulting in a discriminatory situation for the latter relative to other industrial sectors and other European electricity sectors.

Faced with this situation, the Generation Committee carried out various actions targeting the public authorities in order to find an equitable, viable and lasting solution to the issue of the reserve. Similarly, the UFE, which has always promoted the importance of a transparent assessment of the needs of all sectors, consolidated all of the estimated needs of its members for their new projects and extensions of installations.

Finally, the decree establishing the reduction for 2009 was repealed in December, and the 2009 quotas were provided to electrical companies. Nevertheless, the difficulties remain unchanged for the future.

In parallel, the ETS WG monitored the national and

Community reflections on the extension of the ETS directive adopted in December 2008, relative to the 2013-2020 period. It was strongly involved in the works of the common MEEDDAT / MEIE working group chaired by Jean-Michel Charpin on the sale and auction provisions for CO₂ quotas in France. This multi-party group (Medef, Afep, Administration, electrical sector, industrial sectors, banking sector, universities, international institutions, NGOs) met eight times between 24 March and 16 June. An organisation based on "mirror groups" helped with the good coordination of the profession's contributions. Moreover, the WG organised a presentation by a Eurelectric representative during a meeting of the Charpin Group. The WG gave a favourable reception to the final report delivered to the Ministers in July, given that it included all of the comments made by the UFE.

The position on auctions prepared by the WG within this framework also served as the basis for the UFE's response to the European Commission consultation on this topic, which was then conveyed and commented on for the stakeholders involved on the European level (Eurelectric, European Commission, Permanent Representation of France).

Finally, the ETS WG initiated a reflection on the provisions for the monitoring and regulation of the quota trading market.

Multiyear Investment Scheduling

The Generation Committee continued its participation in the works surrounding the MIS. Within this setting, it expressed a series of observations on three central themes, focusing on:

- a strengthening of the primacy of control over the demand
- the priority of controlling the peak.
- The public authorities are implementing means in order to overcome the obstacles to the development of ENRs...

Transparency of generation data

The Transparency WG was busy in 2009: firstly with the strengthening of the dialogue with the CRE and, secondly, due /..



Robert Durdilly
Président

La Commission Production a pour mission de faire valoir les intérêts de ses membres dans les processus de décision en matière de production.

Le Président en exercice, Robert Durdilly a été désigné par décision du Conseil du 13 septembre 2007 pour une durée de trois ans. Le Président suppléant, André Antolini (SER), a été renouvelé par décision du Conseil du 16 octobre 2008 pour une durée de trois ans.

Les membres producteurs de la Commission Production sont EDF, ELE, DK6, FHE, GDF-SUEZ, POWEO, SNET, SER, et UNELEG. Participe en outre aux travaux, RTE avec simple voix consultative.

La Commission Production assure le suivi de la représentation

de l'UFE au sein du comité de concertation des producteurs (CCP) du CURDE. Elle est consultée sur les projets de textes concernant la production soumis par le Conseil Supérieur de l'Energie. Enfin, fin 2009, la Commission Production a désigné les représentants de l'UFE au Comité Technique de l'Electricité.

Plusieurs groupes de travail sont rattachés à la Commission Production : CO₂ amont, Grenelle de la Mer, Services Système, Transparence. Trois autres ont été suivis en commun avec la Commission des Affaires Européennes : ETS, CCS, IPPC. Il existe également deux groupes de travail mixtes avec la Commission Réseaux et Service Public: le GT accès prioritaire ENR et le GT production décentralisé.



André Antolini
Vice-Président

L'ACTIVITÉ en 2009

Grenelle de l'Environnement :

La Commission a exercé une **veille soutenue des travaux parlementaires sur les projets de loi Grenelle 1 et Grenelle 2**. Elle a établi avec ses membres les propositions d'amendements portés par l'UFE lors des auditions par les différents rapporteurs sur ces projets de textes.

Marché d'échange de quotas de CO₂ (phases II et III):

Le groupe de travail dédié au PNAQ 2008-2012 a **poursuivi son activité, notamment à la suite de la promulgation de la loi de finances rectificative 2008, dont l'article 8 entendait faire face à l'insuffisance des dispositions du Plan National d'Allocation de Quotas de CO₂ en ce qui concerne la « réserve », destinée aux besoins en quotas des nouveaux industriels entrant dans le système d'échange de quotas de CO₂. Cet article prévoyait un prélèvement annuel portant exclusivement sur les quotas des électriciens. Pour l'année 2009, ce prélèvement avait été fixé à 10% par décret du 26 février 2009.**

Cette mesure de réduction, décidée postérieurement à la validation du Plan National d'Allocation de Quotas par la Commission Européenne, est, par la suite, restée en souffrance pour cause d'incompatibilité manifeste avec le droit européen. Ce constat a conduit, de fait, au blocage de la délivrance des quotas 2009 pour le secteur électrique, créant, pour ce dernier, une situation discriminatoire par rapport aux autres secteurs industriels et aux autres électriciens européens.

Face à cette situation, la Commission Production a mené plusieurs actions vis-à-vis des pouvoirs publics afin de trouver une solution équitable, viable et pérenne sur la problématique de la réserve. De même, l'UFE, qui a toujours mis en avant la nécessité d'une évaluation transparente des besoins de tous les secteurs, a consolidé l'ensemble des besoins estimés par ses membres pour leurs nouveaux projets et pour les extensions d'installations.

Finalement, le décret fixant la réduction pour 2009 a été abrogé en décembre et les quotas pour 2009 ont été délivrés aux électriciens. Néanmoins, les difficultés restent entières pour l'avenir.

En parallèle, le GT ETS a procédé au suivi des réflexions

nationales et communautaires sur la déclinaison de la directive ETS adoptée en décembre 2008, relative à la période 2013-2020. Il a été fortement impliqué dans les travaux du groupe commun MEEDDAT / MEIE présidé par Jean-Michel Charpin sur les modalités de vente et de mise aux enchères des quotas de CO₂ en France. Ce groupe multipartite (Medef, Afep, Administration, secteur électrique, secteurs industriels, secteur bancaire, universitaires, organismes internationaux, ONG) s'est réuni à huit reprises entre le 24 mars et le 16 juin. Une organisation en "groupes miroirs" a contribué à la bonne coordination des contributions de la profession. En outre, le GT a organisé l'intervention d'un représentant Eurelectric au cours d'une réunion du Groupe Charpin. Le GT a accueilli favorablement le rapport final remis aux Ministres en juillet car celui-ci a intégré l'ensemble des remarques portées par l'UFE.

La position sur les enchères élaborée par le GT dans ce cadre a également servi de base à la réponse de l'UFE à la consultation de la commission européenne sur ce sujet, et a été transmise et commentée aux parties prenantes concernées au niveau européen (Eurelectric, Commission Européenne, Représentation Permanente de la France).

Enfin, le GT ETS a initié une réflexion sur les modalités de surveillance et de régulation du marché d'échange de quotas.

Programmation Pluriannuelle des Investissements

La commission production a poursuivi sa **participation aux travaux de la PPI**. Elle a exprimé dans ce cadre une série d'observations sur trois thématiques centrales visant à ce que :

- la primauté de la maîtrise de la demande soit renforcée
- la maîtrise de la pointe soit privilégiée
- Les pouvoirs publics mettent en œuvre les moyens pour surmonter les obstacles au développement des ENR...

Transparence des données de production

Le GT Transparence a eu une activité chargée en 2009 : d'une part, dans le **renforcement du dialogue avec la CRE** et, d'autre part, du fait de la **mise en œuvre d'évolutions du dispositif de publication**.



Generation Committee

ACTIVITY in 2009 *(continued)*

./..

to the implementation of changes to the publication system.

Indeed, after the publication of its surveillance report, the CRE launched a public consultation on the surveillance of the wholesale market and on the transparency of electricity generation, to which the WG responded. The WG also responded to queries from the regulator after the price peak observed on 18 October.

In parallel, the working group continued to develop its publication system, while remaining attentive to the expectations of the stakeholders and while taking note of the practices in other countries. On two occasions, the UFE issued communications on the completed and future improvements. As such, since 1st July 2009:

- The previous evening's estimated available power is now published each day, after correction for any observed unexpected unavailability. From day-to-day, one can therefore monitor the effect of any unexpected unavailability.

- Moreover, the estimated short-term availability is updated each day, seven days out of seven.

In November, the UFE announced that new developments would relate to:

- in mid-2010, the publication of the estimated short and medium term available power for each generation unit with a nominal power rating of more than 100 MW;

- at the end of 2010, the publication, within 30 minutes, of unexpected stoppages of generation units with a nominal power rating of more than 100 MW.

These developments were relayed in the press.

Compensation for "system services"

The dedicated working group worked on the production of a benchmark on the supply and compensation provisions for system services in Europe. The results of these efforts were also presented to the General Energy and Climate Department in December, and provided a basis for the WG's reflections on possible changes to the current system. This work will have to be continued and shared, notably with the Administration and the Regulator.

Grenelle de la Mer

The Generation Committee created a WG dedicated to monitoring the Government's work on the Grenelle de la Mer. The WG contributed to the preparation of positions that were then put forward by the UFE's representative to the Grenelle. A "Blue Paper" resulting from these works was published in July. It presents many commitments in favour of the sea and the coast, which will then be extended into several future operational sub-projects.

IPPC

The WG monitored the European efforts surrounding the directive on industrial emissions (overhaul of the IPPC directive) and presented the UFE's position to French European parliamentarians during the 1st reading. The WG is also contributing to Eurelectric's efforts to rework the LCP BREF, through the UFE's representative.

CO₂ capture and storage

In 2009, the Generation Committee, working with the European Affairs Committee, created a WG to focus on the issue of the carbon capture and storage.

This WG worked on the follow-up of the CCS directive and the UFE's position relative to the provisions contained in the Grenelle I and II.

Decentralised generation

The dedicated WG, shared with the CRSP, completed its works at the start of 2009. They focused on the following topics:

- Observability and controllability of decentralised generation
- A question of gains over losses
- Impact of decentralised generation on the design of systems

The results were presented to the two committees during a special meeting.

To this working group was added another that was dedicated to the issue of priority access to the ENRs.

This latter group primarily worked on preparing amendments to the Grenelle 2 draft law on connection schemes and the cost pooling perimeter.

Miscellaneous

On a more ad hoc basis, the Generation Committee contributed to the preparation of positions on updated topics, notably including the ICPE system 3rd ordinance and the modulation of the CCG.



L'ACTIVITÉ en 2009 (suite)

./..

En effet, à la suite de la publication de son rapport de surveillance, la CRE a lancé une consultation publique sur la surveillance des marchés de gros et sur la transparence de la production d'électricité, à laquelle le GT a répondu. Le GT a également répondu aux demandes du régulateur à la suite du pic de prix constaté le 18 octobre.

En parallèle, le **groupe de travail a poursuivi les évolutions de son dispositif de publication**, en restant attentif aux attentes des parties prenantes et en observant les pratiques dans d'autres pays. A deux reprises, l'UFE a communiqué sur les améliorations effectuées et envisagées. Ainsi, depuis le 1er juillet 2009 :

- Est désormais publiée chaque jour, la puissance disponible prévisionnelle de la veille, corrigée des indisponibilités fortuites constatées. Il est donc possible de suivre, au jour le jour, l'effet des indisponibilités fortuites.

- Par ailleurs, la disponibilité prévisionnelle à court terme est actualisée chaque jour, sept jours sur sept. Et en novembre, l'UFE a annoncé que de nouvelles évolutions porteront :

- mi 2010, sur la publication de la puissance disponible prévisionnelle à court et moyen termes pour chaque unité de production de puissance nominale supérieure à 100 MW ;

- fin 2010, sur la publication, sous 30 minutes, des arrêts fortuits des unités de production de puissance nominale supérieure à 100 MW.

La presse s'est fait écho de ces évolutions.

Rémunération des « services système »

Le groupe de travail dédié a travaillé à la réalisation d'un benchmark sur les **modalités de fourniture et de rémunération des services système** en Europe. Le résultat de ces travaux a d'ailleurs été présenté à la Direction Générale de l'Energie et du Climat en décembre, et a servi de support aux réflexions du GT sur les évolutions possibles du dispositif actuel. Ce travail est amené à être poursuivi et partagé, notamment avec l'Administration et le Régulateur.

Grenelle de la Mer

La Commission Production a créé un GT dédié au suivi des travaux engagés par le Gouvernement sur le Grenelle de la Mer. Le GT a contribué à l'élaboration de positions qui ont pu être soutenues par le représentant de l'UFE dans le Grenelle. Un « Livre Bleu » résultant de ces travaux a été publié en juillet. Il formule de nombreux engagements en faveur de la mer et du littoral, qui seront déclinés par plusieurs chantiers opérationnels à venir.

IPPC

Le GT a effectué une veille des travaux européens sur la **directive sur les émissions industrielles** (refonte de la directive IPPC) et a fait valoir la position de l'UFE auprès des parlementaires européens français lors de la 1^{ère} lecture. Le GT contribue, par ailleurs, aux travaux Eurelectric de réécriture du BREF GIC, à travers le représentant de l'UFE.

Captage et stockage du CO₂

Au cours de 2009, la Commission Production, en commun avec la Commission des Affaires Européennes, a créé un GT chargé de la question du **captage et stockage de carbone**.

Ce GT a travaillé sur le suivi de la transposition de la directive CCS et le positionnement de l'UFE au regard des dispositions prévues dans Grenelle I et II.

Production décentralisée

Le GT dédié, commun à la CRSP, a finalisé ses travaux début 2009. Ils ont porté sur les sujets suivants :

- Observabilité et commandabilité de la production décentralisée.
- Question du gain sur les pertes
- Impact de la production décentralisée sur la conception des réseaux

Les résultats ont été présentés aux deux commissions lors d'une réunion spécifique.

À ce groupe de travail avait été ajouté un groupe de travail dédié à la question de l'accès prioritaire aux ENR.

Ce dernier groupe a essentiellement travaillé à l'élaboration des amendements au projet de loi Grenelle 2 sur les schémas de raccordement et le périmètre de mutualisation des coûts.

Divers

De manière plus ponctuelle, la Commission Production a contribué à l'élaboration de positions sur des sujets d'actualités, comme par exemple, sur l'ordonnance 3^{ème} régime ICPE ou bien sur la modulation des CCG.



7 Hydroelectricity Working Group

The Hydroelectricity Working Group (HWG) is a permanent working group of the Generation committee. Its objective is to promote the interests of its members relative to the decision-making processes for issues specific to hydraulic generation.

The Chairman (J.B. SEJOURNE) was re-elected by the Board on 16 October 2008 for a 3-year term. Anne Pénalba was also re-elected as the replacement Chairwoman of the HWG by decision of the Board on 17 September 2009.

The Hydroelectricity Working Group has the following members:

CNR, EDF, ELE, France Hydro-Electricité, GDF-SUEZ, POWEO, SER, SHEMA, UNELEG. The SNET-E.ON France Group also takes part in the efforts of the HWG, in a consultative non-voting capacity. EAF has also been contributing to the efforts of the HWG since October.

The Hydroelectricity Working Group ensures the follow-up of the representation of the UFE within the National Water Board and within the basin committees. On the European level, the UFE is represented within the EURELECTRIC Hydro WG.

ACTIVITY in 2009

The Grenelle Environnement:

The HWG maintained a close watch on the parliamentary works surrounding the Grenelle 1 and Grenelle 2 draft laws. With its members, it drafted the proposed amendments put forward by the UFE during the hearings by the rapporteurs on these draft texts.

In particular, the HWG contributed to the reflections on the following provisions:

- Grenelle 1: removal of the ceiling of the sales figure royalty, deletion of the structures,
- Grenelle 2: the blue frame, the regional climate, air and energy diagrams and the ICPE appeal timeframes.

The focus was also placed on coordinating the actions involving each of these draft laws, so as to have identical amendments whenever possible.

The draft of the commitments agreement for the development of sustainable hydroelectricity in line with restoring aquatic environments

After the discussions as part of the Grenelle Environnement, a hydroelectricity recovery plan was announced by the Minister, Jean-Louis Borloo. Within this framework, a roundtable bringing together the various stakeholders (including the UFE) was set up in order to prepare a commitments agreement. The HWG fully immersed itself in these efforts in order to prepare the UFE's position elements and language. This notably made it possible to recall its position on development potential (also related to the works carried out on PPI) as well as its vigilance regarding the balance between hydroelectricity development and the preservation of biodiversity. However, at the end of 2009, several roadblocks remain between the stakeholders in the agreement, as part of this process that has been in place for more than a year.

Preparation and voting of the SDAGE:

The HWG actively participated in this area, notably on the question of the preparation of pre-identification lists of biological reservoirs. The HWG also carried out various

concerted actions on the level of the Administration (Water and Biodiversity Department, General Energy and Climate Department) and of the National Water Board, and it worked together with Fenarive. Particular note should be taken of the significant work carried out by the UFE representatives to the Basin Committee, that served to obtain significant advances regarding the SDAGE and their content.

Follow-up of regulatory and administrative texts

The HWG continued to monitor texts relative to hydroelectricity and contributed to the consultation works organised by the public authorities, when relevant. For example, in 2009, the HWG contributed to the draft circular on the generalized raising of the reserved flows in 2014, as well as the draft circular on restoring the ecological continuity of waterways.

Representation of the UFE in the hydraulic domain:

- UFE membership in the FENARIVE:

In 2009, the UFE joined the FENARIVE (Fédération Nationale des Associations de Riverains et Utilisateurs Industriels de l'Eau), and it now has a seat on this body's Board of Directors. By decision of the Board on 17/09/09, Anne Pénalba was designated as UFE representative.

- Follow-up of the works carried out in the Basin Committees:

Like the previous year, the HWG organised a meeting with all UFE representatives in the basin committee on 4 March, in order to present the works carried out in the basins, notably as part of the preparation of the SDAGE.





Jean-Baptiste Séjourné
Président

Le Groupe de Travail Hydroélectricité (GTH) est un groupe de travail permanent de la commission Production. Il est compétent pour faire valoir les intérêts de ses membres dans les processus de décision relatifs aux problématiques spécifiques à la production hydraulique.

Le Président (J.B. SEJOURNE) a été renouvelé dans sa fonction par décision du Conseil du 16 octobre 2008 pour une durée de trois ans. Anne Pénalba a été renouvelée en tant que Présidente suppléante du GTH par décision du Conseil du 17 septembre 2009.

Le Groupe de Travail Hydroélectricité comprend les membres suivants : CNR, EDF, ELE, France Hydro-Electricité, GDF-SUEZ, POWEO, SER, SHEM, UNELEG. La SNET-Groupe E.ON France participe également aux travaux du GTH, avec simple voix consultative. EAF est, en outre, associé aux travaux du GTH depuis le mois d'octobre.

Le Groupe de Travail Hydroélectricité assure le suivi des représentations de l'UFE au sein du Conseil National de l'Eau et au sein des comités de bassin. Au niveau européen, l'UFE est représentée au sein du WG Hydro d'EURELECTRIC.



Anne Pénalba
Vice-Président

L'ACTIVITÉ en 2009

Le Grenelle de l'Environnement :

Le GTH a exercé une veille soutenue des travaux parlementaires sur les projets de loi Grenelle 1 et Grenelle 2. Il a établi avec ses membres des propositions d'amendements portées par l'UFE lors des auditions par les rapporteurs sur ces projets de textes.

En particulier, le GTH a contribué aux réflexions sur les dispositions concernant :

- Grenelle 1 : le dé plafonnement de la redevance sur le chiffre d'affaires, l'effacement des ouvrages,
- Grenelle 2 : la trame bleue, les schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie, les délais de recours ICPE.

L'accent a, par ailleurs, été mis sur la coordination des actions de chacun sur ces projets de loi, afin de disposer d'amendements identiques quand cela était possible.

Le projet de convention d'engagements pour le développement d'une hydroélectricité durable en cohérence avec la restauration des milieux aquatiques

À la suite des tables rondes du Grenelle de l'Environnement, un plan de relance de l'hydroélectricité avait été annoncé par le Ministre Jean-Louis Borloo. Dans ce cadre, une table ronde réunissant les différentes parties prenantes (dont l'UFE) a été mise en place afin d'établir une convention d'engagements. Le GTH s'est pleinement investi dans ces travaux afin d'élaborer les éléments de position et de langage de l'UFE. Cela a notamment permis de rappeler sa position sur le potentiel de développement (en lien également avec les travaux menés sur la PPI) et sa vigilance sur l'équilibre entre développement de l'hydroélectricité et préservation de la biodiversité. Cependant, à fin 2009, plusieurs points de blocage entre les parties prenantes à la convention subsistent dans ce processus mis en œuvre depuis plus d'un an.

L'élaboration et le vote des SDAGE :

Le GTH a participé activement à ce dossier, notamment sur la question de l'élaboration des listes de pré-identification des réservoirs biologiques. Le GTH a ainsi mené plusieurs

actions concertées au niveau de l'Administration (Direction de l'Eau et de la Biodiversité, Direction Générale de l'Energie et du Climat), du Conseil National de l'Eau et a travaillé en coordination avec la Fenarive. Il est à souligner le travail important effectué par les représentants de l'UFE en Comité de Bassin, qui a permis d'obtenir des avancées significatives sur les SDAGE et leur contenu.

Le suivi des textes réglementaires et administratifs

Le GTH a maintenu sa veille sur les textes relatifs à l'hydroélectricité et a contribué aux travaux de consultation organisés par les pouvoirs publics, le cas échéant. A titre d'illustration, le GTH a travaillé, en 2009, sur le projet de circulaire sur le relèvement généralisé des débits réservés en 2014, ainsi que sur le projet de circulaire sur la restauration de la continuité écologique des cours d'eau.

Représentation de l'UFE dans le domaine hydraulique:

- Adhésion de l'UFE à la FENARIVE :

L'UFE a adhéré courant 2009 à la FENARIVE (Fédération Nationale des Associations de Riverains et Utilisateurs Industriels de l'Eau) et dispose désormais d'un siège au sein du Conseil d'Administration de cette instance. Par décision du Conseil du 17/09/09, Anne Pénalba y a été désignée représentante de l'UFE.

- Suivi des travaux menés en Comités de bassin :

Comme l'année précédente, le GTH a organisé une réunion avec l'ensemble des représentants UFE en comité de bassin, le 4 mars, afin de partager les travaux menés en bassin, notamment dans le cadre de l'élaboration des SDAGE.



8 Markets Committee

The sphere of competence of the “Markets Committee” includes all questions relating to the operation of the retail or wholesale markets.

The Chairman of the Markets Committee is Thierry FRANCK de PREAMONT, Acting Vice-President of the UFE, and Chairman and Managing Director of the CPCU – Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain - SUEZ Group.

The Markets Committee includes the following members: POWEO, EDF, GDFSUEZ, LA SNET, E.ON Group, ELECTRABEL, SOREGIES, GEG GRENOBLE, CALIXO, FRANCE HYDRO ELECTRICITE, SICAE SOMME, FNSICAE, ELECTRICITE de STRASBOURG

ACTIVITY in 2009

The year was marked by the dissemination of the UFE’s Vision 2020 and the works of the Champsaur Commission on a new organisation for the electricity market, to which the UFE made a strong contribution.

Organisation of electricity market

Particularly strategic for the profession’s future, the evolution of the regulation of the electricity market has been the subject of many exchanges between UFE members in order to derive a common position on the main points that are common to the profession, namely including, for the most important points:

- Need for re-investment and the financing of this re-investment
- Need to rebuild the rate system on the basis of the sector’s fundamentals
- Need to limit the application of the ARB (French acronym for “regulated access to the base load”) to a transitional period that is as short as possible.
- Need to limit the intrusive nature of regulation
- Need to define a stable regulatory framework

Peak and Capacities Market WG

At year end, for the purpose of completing the electricity market’s organisation in France, the Markets Committee launched a study on the creation of an obligation and of a capacities market, the orientations of which were taken up by the working group on the electrical peak initiated by the MEEDDM under the joint chairmanship of Member of Parliament Serge Poignant and Senator Bernard Sido.

UFE Conference on 26 May 2009

During the first half of the year, the members of the Markets Committee and their associated experts made a very active contribution to the design and preparation of the annual UFE Conference, the topic of which was a concrete illustration of the UFE’s Vision 2020, that highlights the indisputable role of the electricity sector in the struggle against greenhouse gas emissions.

Grenelle Environnement

In collaboration with the Systems and Public Service Committee, the Markets Committee contributed to the

reflection on “Smart Grids” and the detailed steering of power and loads for customers.

In line with the UFE Vision 2020, it undertook analyses on the “Electric Vehicle”, so that the UFE’s final position would underscore the need for recharging during off-peak times.

Energy Savings Certificates

As part of the Grenelle 2 draft law, the Markets Committee prepared the UFE’s final position on ESCs, while recalling the need to set the volume of energy savings at an **attainable level** (below 1.3), under **reasonable economic conditions** and while simplifying the processes for the delivery of certificates, such as to be able to develop them without prohibitive management costs.

Sustainable Electricity Club

Under the impetus of the Committee Markets and the chairmanship of the UFE, six large professional electricity sector organisations – the FFIE, the FEDENE, the FIEEC, the GIMELEC and the SERCE – came together on 26 June to create the CLED, a reflection and study structure on the sustainable contribution of electricity to the struggle against climate change.

The Markets Committee has positioned itself as the orientation and follow-up body for the CLED.

Its first efforts focused on the electricity sector’s contribution within the framework of the **Grand Emprunt** (Great Loan), pointing out that it could be used to promote channels of French excellence in the electricity sector, while financing research and development. As such, several files have been proposed, such as intelligent steering systems for the generation and consumption of electricity, recharging infrastructures for the development of electric vehicles as well as the storage of electrical energy.



Thierry Franck de Préaumont
Président

La « Commission Marchés » a pour champ de compétence l'ensemble des questions afférentes au fonctionnement des marchés, de détail ou de gros.

Le Président de la Commission Marchés est Thierry FRANCK de PREAUMONT, Vice-Président Délégué de l'UFE, et Président Directeur

Général de CPCU – Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain - Groupe SUEZ.

La Commission Marchés comprend les membres suivants : POWEO, EDF, GDFSUEZ, LA SNET Groupe E.ON, ELECTRABEL, SOREGIES, GEG GRENOBLE, CALIXO, FRANCE HYDRO ELECTRICITE, SICAE SOMME, FNSICAE, ELECTRICITE de STRASBOURG

L'ACTIVITÉ en 2009

L'année a été marquée par la diffusion de la Vision 2020 de l'UFE et les travaux de la Commission Champsaur sur une nouvelle organisation du marché de l'électricité, auxquels l'UFE a contribué fortement.

Organisation du Marché de l'électricité

Particulièrement stratégique pour l'avenir de la profession, l'évolution de la régulation du marché de l'électricité a fait l'objet de nombreux échanges entre les membres de l'UFE afin de parvenir à une position commune de la profession sur les points principaux, à savoir, pour les questions clefs :

- Nécessité de réinvestir et de financer ce réinvestissement
- Nécessité de reconstruire le dispositif tarifaire en fonction des fondamentaux du secteur
- Nécessité de limiter l'application de l'ARB (Accès Régulé à la Base) à une période transitoire la plus courte possible
- Nécessité de limiter le caractère intrusif de la régulation
- Nécessité de définir un cadre réglementaire stable

GT Pointe et Marché de capacités

En fin d'année, en vue de compléter l'organisation du marché de l'électricité en France, la Commission Marchés a lancé une étude sur la création d'une obligation et d'un marché de capacités dont les axes ont été repris dans le groupe de travail dédié à la pointe électrique lancé par le MEEDDM sous la coprésidence du député Serge Poignant et du sénateur Bernard Sido.

Colloque UFE 26 Mai 2009

Les membres de la Commission Marchés, et leurs experts qui y ont été associés, ont contribué très activement, au cours du premier semestre, à la conception et à la préparation du Colloque annuel de l'UFE dont la thématique était une illustration concrète de la Vision 2020 de l'UFE soulignant le rôle incontournable de la filière électrique dans la lutte contre les émissions de GES.

Grenelle Environnement

En liaison avec la Commission Réseaux et Service Public,

la Commission Marchés a collaboré à la réflexion sur les « Smart Grids » et le pilotage fin de la puissance et de la charge chez les clients.

En cohérence avec la Vision UFE 2020, elle a abondé les travaux d'analyse sur le « Véhicule Electrique » afin que la position finale de l'UFE souligne la nécessité d'une recharge en dehors des heures de pointe.

Certificats d'Economie d'Energie

Dans le cadre du projet de loi Grenelle 2, la Commission Marchés a élaboré la position finale de l'UFE sur les CEE, rappelant la nécessité de fixer le volume d'économies d'énergie à un niveau atteignable (inférieures à 1,3), dans des conditions économiques raisonnables en simplifiant le processus de délivrance des certificats afin de pouvoir les développer sans coûts de gestion prohibitifs.

Club Electricité Durable

Sous l'impulsion de la Commission Marchés et la présidence de l'UFE, six grandes organisations professionnelles de la filière électrique – la FFIE, la FEDENE, la FIEEC, le GIMELEC et le SERCE – se sont associées le 26 juin, pour créer le CLED, structure de réflexion et d'étude sur la contribution durable de l'électricité à la lutte contre le changement climatique.

La Commission Marchés s'est positionnée comme instance d'orientation et de suivi du CLED.

Ses premiers travaux ont porté sur la contribution de la filière électrique dans le cadre du Grand Emprunt, soulignant que celui-ci pourrait notamment promouvoir les filières d'excellence française du secteur électrique, et financer la recherche et le développement. Plusieurs dossiers ont ainsi été proposés comme les systèmes de pilotage intelligents de la production et de la consommation d'électricité, les infrastructures de charge pour le développement du véhicule électrique ou bien encore le stockage de l'énergie électrique.



9 Systems and Public Service Committee

The task of the Systems and Public Service Committee (French acronym CRSP) is to promote the interests of its members relative to decision-making processes in the area of systems.

Its Chairman is Gérard LEFRANC, who is also Deputy Chairman of the UNELEG.

The CRSP members are ELE, ERDF, RTE and UNELEG. Alongside the system operators, EDF, FHE, GDF-SUEZ, SER, SNET- E.ON France Group and POWEO also take part in the works, in a non-voting consultative role.

The CRSP ensures the follow-up of the UFE's representation within the Committee for the follow-up of the national plan for the decontamination and elimination of devices containing PCBs and PCTs. The UFE is represented within this body.

To carry out its mission, the CRSP has created various working groups intended to look after specific topics, namely: intelligent systems, electrical mobility, and losses. Given the cross-functional nature of these topics, these working groups have been created with other UFE committees: Markets Committee or General Economy Committee.

ACTIVITY in 2009

The CRSP devoted a large part of its efforts:

- to the impacts of the recommendations in the Champsaur Report, notably on regulated sale rates and public system usage rates,
- to the evolutions of the rating structure for access to systems (TURPE)
- to the impacts of the development of decentralised generation on systems

Regulated sale rates and usage rates for public systems

- Ensuring the follow-up of the works of the Champsaur Commission.

The system operators focused on the three following points:

- The purchase of losses
- The continuation of regulated rates for small consumers
- The control of demand
- Contributing to the preparation of the position of the system operators as part of the works undertaken, at the prompting of the CRE, on the development of the TURPE structure that are intended to encourage system users to reduce their peak power demand.

The UFE was heard on 17 February, during the roundtable between producers and suppliers. From the exchanges within the Committee, the following comments or questions arise:

- The complete integration, in TURPE III, of the expenses from 2009 to 2012 required for the completion, by 2017, of the PTS securitisation programme is a positive point;
- To respond to the objective (set by article 4-IV

of the law of 10 February 2000¹) of adjusting the TURPE structure in order to encourage customers to limit their consumption during peak periods, the CRE clearly intends to rely on supporting studies and on the strengthening of the temporal adjustments introduced in the HTA and LV rates, given the constant increase, in recent years, of the temporal differentiation of market prices.

The remaining questions are the following:

- What about the scope of application of the payment exemption on the rate formula change service envisaged by the CRE: does it include changing the metering?
- This initial step is certainly in the right direction. However, it is clear that this new encouragement to control the peak will only become effective, for customers subject to TRVs, with corresponding adjustments of the latter;
- The overall reflection on the rating principles pertaining to routing, and notably to time / seasonality throughout the TURPEs, which the CRE intends to undertake with the outlook of their adjustment within 2 years, will be initiated in the very near future.

Decentralised generation

In collaboration with the UFE Generation Committee, the CRSP studied the impact that a significant development of decentralised generation would have on the dimensioning methods of the Public Electricity Systems and their operating conditions and methods.

For this purpose, the working group initiated an in-depth reflection on the impact of decentralised generation

- on the design of systems;

¹ This article's 2nd sub-paragraph stipulates that "The structure and level of rates for the usage of electricity transmission and distribution systems are fixed in such a manner as to encourage customers to limit their consumption during periods when the overall consumption of consumers is at its highest, insofar as the overall product of these rates covers all of the usage costs for these systems."



Gérard Lefranc
Président

La Commission Réseaux et Service Public (CRSP) a pour mission de faire valoir les intérêts de ses membres dans les processus de décision en matière de réseaux.

Son Président est Gérard LEFRANC, par ailleurs Vice-Président de l'UNELEG.

Les membres de la CRSP sont ELE, ERDF, RTE et UNELEG. A côté des gestionnaires de réseaux, participent en outre aux travaux EDF, FHE, GDF-SUEZ, SER, SNET- Groupe E.ON France, POWEO avec simple voix consultative.

La CRSP assure le suivi de la représentation de l'UFE au sein du Comité de suivi du plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT. L'UFE est représentée dans cet organisme.

Pour mener à bien sa mission, la CRSP a créé différents groupes de travail destinés à prendre en charge des thématiques dédiées, à savoir : réseaux intelligents, mobilité électrique, pertes. Compte tenu du caractère transverse de ces thématiques, ces groupes de travail ont été créés avec d'autres commissions de l'UFE : Commission Marché ou Commission Economie Générale.

L'ACTIVITÉ en 2009

La CRSP a consacré une grande part de ses travaux :

- aux impacts des recommandations du Rapport Champsaur, notamment sur les tarifs réglementés de vente et les tarifs d'utilisation des réseaux publics,
- aux évolutions de la structure de la tarification d'accès aux réseaux (TURPE)
- aux impacts du développement de la production décentralisée sur les réseaux

Tarifs réglementés de vente et tarifs d'utilisation des réseaux publics

- Assurer le suivi des travaux de la Commission Champsaur.

Les gestionnaires de réseaux ont mis l'accent sur les trois points suivants :

- L'achat des pertes
- Le maintien des tarifs réglementés pour les petits consommateurs
- La maîtrise de la demande
- Contribuer à l'élaboration de la position des gestionnaires de réseaux dans le cadre des travaux conduits, à l'instigation de la CRE, concernant les évolutions de la structure du TURPE propres à inciter les utilisateurs des réseaux à réduire leur demande de puissance en pointe.

L'UFE a été auditionnée le 17 février, lors de la table ronde réunissant producteurs et fournisseurs. De l'échange intervenu au sein de la Commission ressortent les remarques ou interrogations suivantes :

- L'incorporation intégrale, dans TURPE III, des

dépenses 2009 à 2012 requises par l'achèvement en 2017 du programme de sécurisation du RPT est un point positif ;

- Pour répondre à l'objectif (fixé par l'article 4-IV de la loi du 10 février 2000¹) de moduler la structure du TURPE pour inciter les clients à limiter leur consommation en période de pointe, la CRE entend clairement s'appuyer sur des études opposables et sur le renforcement des modulations temporelles introduit dans les tarifs HTA et BT, fondé sur l'augmentation constatée, durant les dernières années, de la différenciation temporelle des prix de marché.

Les questions qui demeurent sont les suivantes :

- Quid du champ d'application de la gratuité de la prestation de changement de formule tarifaire envisagée par la CRE : inclut-elle le changement de comptage ?
- Ce premier pas va assurément dans la bonne direction. Force est toutefois de relever que cette incitation nouvelle à la maîtrise de la pointe ne deviendra effective, pour les clients relevant des TRV, qu'avec les aménagements corrélatifs de ces derniers ;
- La réflexion globale sur les principes de tarification de l'acheminement, et notamment sur l'horosaisonnalité de l'ensemble des TURPE, que la CRE entend mener, dans une perspective d'aménagement de ceux-ci dans un délai de 2 ans, sera engagée très prochainement.

Production décentralisée

La CRSP, en collaboration avec la Commission Production de l'UFE, a étudié l'impact, sur les méthodes de dimensionnement des Réseaux Publics d'Electricité et leurs modes et conditions d'exploitation, d'un développement important de la production décentralisée.

¹ Le 2^{ème} alinéa de l'article dispose que « La structure et le niveau des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité sont fixés afin d'inciter les clients à limiter leur consommation aux périodes où la consommation de l'ensemble des consommateurs est la plus élevée dans la mesure où le produit global de ces tarifs couvre l'ensemble des coûts d'utilisation de ces réseaux. »



Systems and Public Service Committee

ACTIVITY in 2009 *(continued)*

./..

- on the management of the supply / demand balance;
- on the volume of losses in the public systems.

In particular, the working group noted that:

- the development of low power photovoltaic (PV) generation through Low voltage (LV) connection does not, beyond certain limits, result in problems provided that their protection system is compliant with the applicable standards. The impact of generation connected via medium voltage (HTA) is more pronounced. These various problems should progressively be resolved with the development of increased "intelligence" of the systems, most particularly with regard to distribution.

- the development of intermittent high power generation sources, beyond a certain threshold of overall installed power, increases the need for reserves in order to guarantee the supply / demand balance, the volume of which is a function of the capacity of the system operators to control the generation in real time, and in terms of forecasts. This requires load dispatching centres to have reliable elements regarding the performances of the installations, a good forecast of their short-term generation and also that they should be able to quickly intervene within the generation installations.

Efforts involving producers, DSO and TSO are being developed as part of the IPES project and are participating in the initiative to have greater resource to information and communication technologies in response to the new challenges facing the public systems.

- the problem of the incidence of the development of decentralised production on the level of losses of public systems is particularly complex, as a result of the multiple parameters that must be taken into account.

Grenelle 1 and 2 laws

The CRSP closely monitored these 2 draft laws and was thus able to propose the amendments that it considered necessary. In particular, it was possible to significantly modify the general economics of the provisions relative to the implementation of structures to accommodate decentralised generation from renewable energy, by notably relying on the works of the "ENR priority access" WG, in order to improve the procedures for the preparation of regional schematics for connection to the Renewable Energies system and to ensure the fair treatment of all producers taking part in these structures.

Communicating meters

There have been many exchanges, notably within the "intelligent systems" WG, between ERDF and suppliers with regard to the needs of the latter to have an interface between LINKY and the applications that suppliers are planning to develop for the management of consumer demand.

This dialogue must seemingly take concrete shape with the integration of new functionalities into the 2nd generation meters that will be deployed within the framework of the

system's generalization.

The linchpin of this system, namely the application decree for article 4.IV. of the law of 10 February 2000, was still pending on 31 December 2009.

In addition to the set-up of an "intelligent systems" WG, current events in 2009 also led to the creation of two other working groups in common with the Markets Committee. Their objective was to prepare the position that the UFE would put forward in external working groups on questions relating to the development of recharging infrastructures for electric vehicles, on the one hand, and the purchase of system losses, on the other hand.

"Electrical mobility" WG

From March to July 2009, as part of the "carbon-free vehicles" plan, a working group created by the MEEDDAT, in which the UFE was associated, studied the means that must be implemented in order to ensure the adequate development of infrastructures for recharging and exchanging batteries for rechargeable hybrid electric vehicles (RHEV).

Various legislative measures resulting from these works were incorporated into article 19 bis of the small Grenelle 2 law voted by the Senate, notably regarding the intervention conditions for regional authorities in the development of public recharging infrastructures.

The UFE will continue to monitor the practical conditions of this development, notably with regard to the share of quick recharge stations, the energy draw conditions and the standardisation of equipment.

"Purchase of losses" WG

During the preparatory work on the establishment of TURPE 3, certain participants wondered about the possibility of reducing the impact on the rate resulting from the purchase of losses on systems, through changes to the current mechanism.

For this purpose, the CRE considered it timely to set up a working group that would include electrical system actors, and notably UFE. The task of this group was to prepare an appraisal of the various potential developments for the coverage of losses, in order to provide the Public Authorities with information on this topic. The WG's conclusions were released to the public on 23 March 2010.

Specifications of the public transmission system operator

To all attending members of the CRSP, RTE presented the changes resulting from the application of the new specifications.

L'ACTIVITÉ en 2009 (suite)

./..

Ainsi, le groupe de travail mis en place à cette fin a mené une réflexion approfondie quant à l'impact de la production décentralisée

- sur la conception des réseaux ;
- sur la gestion de l'équilibre offre – demande ;
- sur le volume des pertes sur les réseaux publics.

En particulier, le groupe de travail a relevé que :

- le développement des productions photovoltaïques (PV) de faible puissance raccordées en Basse Tension (BT) ne soulève pas, en deçà de certaines limites, de problème dès lors que leur système de protection est conforme aux normes en vigueur. L'impact des productions raccordées en moyenne tension (HTA) est plus marqué. Ces différents problèmes devraient progressivement trouver leur solution avec le développement d'une «intelligence» accrue des réseaux, tout particulièrement s'agissant de la distribution.

- le développement de sources de production intermittente de forte puissance accroît, au-delà d'un certain seuil de puissance installée globale, le besoin de réserves pour garantir l'équilibre offre – demande, dont le volume est fonction de la capacité des GR à maîtriser cette production en temps réel, comme au plan des prévisions. Ceci impose que les centres de conduite disposent d'éléments fiables concernant les performances des installations, une bonne prévision de leur production à court terme et soient en mesure d'intervenir rapidement sur les installations de production.

Des travaux, impliquant producteurs, GRD et GRT sont en cours de développement dans le cadre du projet IPES et participent de la démarche de recours accru aux technologies de l'information et de la communication en réponse aux nouveaux défis posés aux réseaux publics.

- le problème de l'incidence du développement de la production décentralisée sur le niveau des pertes des réseaux publics est particulièrement complexe, en raison de la multiplicité des paramètres à prendre en compte.

Lois Grenelle 1 et 2

La CRSP a maintenu une veille active sur ces 2 projets de loi, et a ainsi été en mesure de proposer les amendements qu'elle a jugés nécessaires. En particulier, l'économie générale des dispositions relatives à la mise en œuvre des structures d'accueil de la production décentralisée à partir d'énergie renouvelable a pu être significativement amendée, en s'appuyant notamment sur les travaux du GT « accès prioritaire ENR », afin d'améliorer les procédures d'établissement des schémas régionaux de raccordement au réseau des Energies Renouvelables et de d'assurer un traitement égalitaire de l'ensemble des producteurs s'inscrivant dans ces schémas.

Compteurs communicants

De nombreux échanges sont intervenus, notamment au sein du GT « réseaux intelligents », entre ERDF et les fournisseurs concernant les besoins de ceux-ci en matière d'interface entre LINKY et les applications que les fournisseurs

envisagent de développer pour la gestion de la demande des consommateurs.

Ce dialogue semble devoir se concrétiser avec l'intégration de nouvelles fonctionnalités dans les compteurs de 2^{ème} génération qui seront déployés dans le cadre de la généralisation du dispositif.

Pièce maîtresse de celle-ci, le décret d'application de l'article 4.IV de la loi du 10 février 2000 restait toujours en attente au 31 décembre 2009.

Outre la mise en place d'un GT « réseaux intelligents », l'actualité a par ailleurs conduit à créer en 2009 deux autres groupes de travail en commun avec la Commission Marchés. Ils avaient pour objectif de préparer la position à porter par l'UFE dans des groupes de travail externes sur les questions relatives d'une part, au développement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques, et d'autre part, à l'achat des pertes sur les réseaux.

GT « mobilité électrique »

Dans le cadre du plan « véhicules décarbonés », un groupe de travail créé par le MEEDDAT, auquel a été associée l'UFE, a étudié, de mars à juillet 2009, les moyens à mettre en œuvre pour assurer un développement adéquat des infrastructures de recharge et d'échanges de batteries pour véhicules électriques hybrides rechargeables (VEHR).

Différentes mesures législatives issues de ces travaux ont été incorporées à l'article 19 bis de la petite loi Grenelle 2 votée par le Sénat, notamment quant aux conditions d'intervention des collectivités territoriales dans le développement des infrastructures de recharge publiques.

L'UFE restera attentive aux conditions pratiques de ce développement, notamment en ce qui concerne la part faite aux bornes de recharge rapide, les conditions d'appel de l'énergie et la normalisation des équipements.

GT « achat des pertes »

Lors des travaux préparatoires à l'établissement de TURPE 3, certains acteurs se sont interrogés sur la possibilité de réduire l'impact, sur le tarif, des achats des pertes sur les réseaux publics, en faisant évoluer le dispositif actuel.

La CRE a jugé opportun de mettre en place, à cette fin, un groupe de travail rassemblant les acteurs du système électrique, et notamment l'UFE. Ce groupe a reçu mission de dresser un diagnostic des différentes évolutions envisageables pour la couverture des pertes, en vue d'éclairer les Pouvoirs Publics sur ce sujet. Les conclusions du GT ont été rendues publiques dans le 23 mars 2010.

Cahier des charges du gestionnaire du réseau public de transport

RTE a présenté à l'ensemble des membres présents au sein de la CRSP, les changements induits par la mise en application du nouveau cahier des charges.



10 European Affairs Committee

The European Affairs Committee (EAC) is the committee that looks after promoting the common interests of the UFE members. In particular, it looks after the relations with EURELECTRIC and the coordination of the French representation within EURELECTRIC.

The Chairman of the European Affairs Committee is Stéphane MOREL, General Secretary of La SNET – E.ON France Group, and Deputy chairman of the UFE. The replacement Chairman is

Laurent CATENOS, Director of European Affairs at EDF.

The EAC is open to all UFE members. The following have asked to participate in its efforts: EDF, GDF SUEZ, POWEO, LA SNET, FRANCE HYDRO ELECTRICITÉ, the SER, ELE, UNELEG, ERDF and RTE.

ACTIVITY in 2009

Follow-up of the “Europe” files

In 2009, the EAC continued its monitoring efforts regarding Community current events that are likely to be of interest to the electrical sector, while also presenting the UFE’s position during the European Commission consultation on the future strategy for the European Union out to 2020. On that occasion, the EAC defined the essential principles that should underpin a true European energy policy:

- The development of generation with low carbon levels
- A lasting transformation of the usages
- Strengthening of the European solidarity mechanisms
- Supervision of the investment needs in terms of generation structures
- The need for the sector’s stable and predictable regulation
- Financing sources on par with the research and development stakes

Collaboration with other UFE Committees

Like the EURELECTRIC working groups dedicated to the same topics, there is active collaboration each month between the EAC and the UFE’s ETS, IPPC and CCS working groups, on the following topics:

- review of the directive relative to the European emission quota trading system (ETS);
- IPPC directive (now the IED) on the prevention and control of pollution, and notably emissions from large combustion plants;
- overhaul of the BREF reference document;
- draft proposal intended to provide a legal framework for carbon capture and storage (CCS) as well as a follow-up of the question of CCS demonstrators (most notably their financing).

Lobbying

In general, EURELECTRIC looks after representing the European electrical industry’s common interests before Community institutions.

But it can happen that the UFE considers it timely to directly

convey a message, to support a position put forward by EURELECTRIC or to promote a particular interest.

As such, relative to IPPC and ETS areas, joint analysis and the lobbying of certain French European deputies has been undertaken by the EAC and the IPPC and ETS working groups (WG).

- In particular, relative to the overhaul of the IPPC directive and in support of the EURELECTRIC position, the UFE has undertaken information actions intended for the European Commission and the DG Environment.

The coordinated lobbying efforts thus led to considerable flexibility being included in the draft IED Directive during the European Council policy agreement on 25 June 2009.

- Regarding the draft Directive on Auctions, 2009 was strongly dominated by the very active participation of the UFE in the efforts of the CHARPIN Group (Ministry of Finance) in France, for the purpose of defining the operating provisions for auctions during the second period, and France’s position as to the operating provisions for auctions during the third period.

Its report includes all of the UFE recommendations: single European platform rather than several national platforms, access to auctions open to everyone and not limited only to producers, institutionals and financial agents, organisation of early auctions in 2011 rather than 2013...

The EAC has extensively disseminated this Report to European institutions (Commission and Parliament) and a delegation was received by Anne-Théo Seinen at the European Commission (DG ENVI) on 25 September.

Relations with other national associations

Relations with the associations in the Pentalateral

In 2009, the UFE continued to participate fully in the dynamic integration of the markets through its twofold involvement in the efforts of the EURELECTRIC “ERI” (Market Committee) working group, and in those of the Market Parties Platform (MPP) that includes the national association representing the market actors in the Centre West European (CWE) region: France, Belgium, Netherlands, Germany and Luxembourg.

Through these two channels, it focused its efforts on the following priority axes:

./..





Stéphane Morel
Président

La Commission des Affaires Européennes (CAE) est la commission compétente pour faire valoir les intérêts collectifs des adhérents de l'UFE. Elle a en particulier en charge les relations avec EURELECTRIC et la coordination de la représentation française au sein d'EURELECTRIC.

Le Président de la Commission Affaires Européennes est Stéphane MOREL, Secrétaire

Général de La SNET – Groupe E.ON France, et Vice Président de l'UFE. Le Président suppléant est Laurent CATENOS, Directeur des Affaires Européennes à EDF.



Laurent Catenos
Vice-Président

La CAE est ouverte à tous les adhérents de l'UFE. Ont demandé à participer à ses travaux : EDF, GDF SUEZ, POWEO, LA SNET, FRANCE HYDRO ELECTRICITE, le SER, ELE, l'UNELEG, ERDF et RTE.

L'ACTIVITÉ en 2009

Suivi des dossiers « Europe »

La CAE a poursuivi, en 2009, son action de « veille » concernant l'actualité communautaire susceptible d'intéresser le secteur électrique et a, par ailleurs, porté la position de l'UFE lors de la Consultation de la Commission Européenne sur la future stratégie de l'Union Européenne à l'horizon 2020. A cette occasion, la CAE a défini les principes essentiels qui devraient sous-tendre une véritable politique énergétique européenne :

- Le développement d'une production faiblement carbonée
- Une transformation durable des usages
- Le renforcement des mécanismes de solidarité européenne
- Une supervision des besoins d'investissement en structures de production
- La nécessité d'une régulation stable et prévisible du secteur
- Des sources de financement à la hauteur des enjeux en recherche et développement

Collaboration avec les autres commissions de l'UFE

En miroir des WG d'EURELECTRIC dédiés aux mêmes thématiques, une collaboration active entre la CAE et les GT ETS, IPPC et CCS de l'UFE a lieu, chaque mois, concernant les sujets suivants :

- révision de la directive relative au système européen d'échange des quotas d'émissions (ETS)
- directive IPPC (devenue IED) sur la prévention et le contrôle des pollutions, notamment les émissions des grandes installations de combustion.
- refonte du document de référence BREF
- proposition de directive visant à donner un cadre juridique au captage et au stockage du carbone (CCS) ainsi que suivi de la question des démonstrateurs CCS (en particulier leur financement).

Lobbying

D'une façon générale, c'est EURELECTRIC qui assure la représentation des intérêts communs à l'industrie électrique européenne, auprès des institutions communautaires.

Mais il peut arriver que l'UFE estime opportun de porter directement un message, pour appuyer une position d'EURELECTRIC ou pour faire valoir un intérêt particulier.

C'est ainsi que sur les dossiers IPPC et ETS, un travail conjoint d'analyse et de lobbying auprès de certains Eurodéputés français a été mené par la CAE et les GT IPPC et ETS.

- En particulier, concernant la refonte de la directive IPPC, en appui de la position d'EURELECTRIC, l'UFE a mené des actions d'information auprès de la Commission Européenne et de la DG Environnement.

Les actions coordonnées de lobbying ont ainsi permis d'obtenir plusieurs flexibilités significatives au projet de Directive IED lors de l'Accord politique du Conseil Européen du 25 juin 2009.

- Concernant le projet de Règlement sur les Enchères, l'année 2009 a été largement dominée par la participation très active de l'UFE aux travaux du Groupe CHARPIN (Ministère des Finances) en France visant à définir les modalités de fonctionnement des enchères pour la seconde période, et la position de la France quant aux modalités de fonctionnement des enchères pour la troisième période.

Son rapport reprend l'ensemble des recommandations de l'UFE : plateforme unique européenne plutôt que plusieurs plateformes nationales, accès aux enchères ouvert à tous et non restreint aux seuls producteurs, institutionnels et mandataires financiers, organisation d'enchères anticipées en 2011 au lieu de 2013...

Ce Rapport a été largement diffusé par la CAE auprès des instances européennes (Commission et Parlement) et une délégation a été reçue par Anne-Théo Seinen, à la Commission européenne (DG ENVI), le 25 septembre.

Relations avec les autres associations nationales

Relations avec les associations de la Pentatérale

L'UFE a poursuivi en 2009 sa pleine participation à la dynamique d'intégration des marchés à travers sa double implication dans les travaux du groupe de travail « ERI » (Market Committee) d'EURELECTRIC, et dans ceux de la Market Parties Platform (MPP), qui réunit les associations nationales représentant les acteurs de marché de la plaque Centre Ouest (CWE) : France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne et Luxembourg.

ACTIVITY in 2009 *(continued)*

./..

- The launch provisions for the coupling of the markets in the CWE zone, expected in May 2010 (through the MPP, the UFE is also actively pursuing this major topic within the Pentilateral Forum);

- The preparation of the inter-regional coupling between the CWE and "Nordic" zones (Sweden, Norway, Finland, Denmark and Germany - coupling launched in November 2009); the efforts notably focused on issues of compatibility between the coupling models respectively chosen for these two projects;

- The general evolution of the Europe-wide coupling of markets, marked by the significant progress brought about by the Florence Forum in December 2009: imminent outlook for a strategic vision and common target model, and launch of concrete projects relating to governance methods, capacity calculation methods and infra-day trades;

- Via EURELECTRIC, a follow-up of the situation of the regional zones that directly involve France: South-West (Fr./Sp./Port.), South-East (Fr./It.) and the FUI (Fr./United Kingdom/Ireland) zone.

- The preparation for the integration of renewable energies (notably wind), through support for the progress of the integration of markets for short-term trades (infra-day and balancing), as well as support in favour of investment in systems.

Relations with the German BDEW association

Carrying on from the BDEW/UFE conferences organised in Paris in 2008, a UFE delegation travelled to Berlin in February in order to present the Vision 2020 and to continue the forward-looking exchanges on VE in Europe.

Other

Informal network and regular meetings with the European representatives from various national associations (Sweden, Finland, Italy, Austria, Great Britain, Germany, Belgium etc.) in order to contribute to improving the information exchanges and examination of current points of Community legislation.

Organisation

In 2009, the UFE structured its "European" efforts firstly through its representatives to EURELECTRIC, and secondly through dedicated recruiting:

- UFE representatives to the EURELECTRIC: all of the members making up the UFE are now represented within each EURELECTRIC working group.

The efforts of each UFE Representative within these WG are promoted and highlighted through the **ELEC'NEWS**, an electronic newsletter published every other month, and for the first time in September.

In 2009, for the first time and on behalf of all of its members, the UFE centralised, relative to France, the environmental statistical data needed for the **4th Eurelectric Statistical Report**.

Recruiting of a **European Affairs Adviser** based in Brussels in order to structure the monitoring efforts and to promote the UFE's messages to EURELECTRIC and the European institutions.

L'ACTIVITÉ en 2009 (suite)

./..

Via ces deux canaux, elle a focalisé son action sur les axes prioritaires suivants :

- Les modalités de lancement du couplage des marchés de la zone CWE, prévu pour mai 2010 (via la MPP, l'UFE est également active sur ce dossier majeur au sein du Forum Pentalatéral) ;

- La préparation du couplage interrégional entre les zones CWE et « Nordique » (Suède, Norvège, Finlande, Danemark et Allemagne - couplage lancé en novembre 2009) ; le travail a notamment porté sur les questions de comptabilité entre les modèles de couplage respectivement choisis dans ces deux projets ;

- L'évolution générale du processus de couplage des marchés à l'échelle européenne, marquée par de nettes avancées actées par le Forum de Florence de décembre 2009 : perspective prochaine d'une vision stratégique et d'un modèle cible communs et lancement de projets concrets concernant les modes de gouvernance, le mode de calcul de capacités et les échanges infrajournaliers ;

- Le suivi, via EURELECTRIC, de la situation dans les zones régionales concernant directement la France : Sud-Ouest (Fr./Esp./Port.), Sud-Est (Fr./It.) et zone FUI (Fr./Royaume-Uni/Irlande).

- La préparation de l'intégration des énergies renouvelables (notamment l'éolien), via un soutien du processus d'intégration des marchés pour les échanges à court terme (infrajournaliers & équilibrage) et un appui en faveur des investissements dans les réseaux.

Relations avec l'association allemande BDEW

Dans la continuité des colloques BDEW/UFE organisés à Paris en 2008, une délégation UFE s'est rendue à Berlin en février pour notamment présenter la Vision 2020 et poursuivre les échanges prospectifs sur le VE en Europe.

Autres

Réseau informel et rencontres régulières avec les représentants Europe des diverses associations nationales (Suède, Finlande, Italie, Autriche, Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique etc.) contribuant à l'amélioration des échanges d'information et à l'examen des points d'actualité législative communautaire.

Organisation

L'UFE a structuré sa démarche « européenne » en 2009 d'une part, au travers de ses représentants à EURELECTRIC, et d'autre part, par le biais d'un recrutement dédié :

- **Représentants UFE à EURELECTRIC** : une présence représentative de l'ensemble des adhérents composant l'UFE est désormais effective au sein de chaque WG d'EURELECTRIC.

L'animation et la mise en valeur des travaux de chaque Représentant UFE au sein de ces WG est assurée par la mise en place d'ELEC'NEWS, une news letter électronique, un mois sur deux, dont la première édition a été réalisée en septembre.

En 2009, l'UFE a centralisé pour la première fois, pour le compte de tous ses adhérents, les données statistiques environnementales nécessaires, au titre de la France, pour le 4^{ème} Rapport Statistique d'Eurelectric.

- Recrutement d'un **Conseiller Affaires Européennes** basé à Bruxelles afin de structurer la veille, et d'amplifier les messages UFE auprès d'EURELECTRIC et des instances Européennes.



Events

Colloque «Défi Climatique, Nouveaux Enjeux Electriques»

À l'occasion de son Colloque annuel, qui s'est tenu le 26 mai dernier à Paris, l'UFE a présenté sa « Vision 2020 », sur le rôle clé que joue l'électricité dans la lutte contre le changement climatique. Consciente de cet enjeu, l'ensemble de la profession des électriciens français était là, dans toute sa diversité de tailles d'entreprises et d'activités, entouré des plus grands secteurs industriels et de représentants des Pouvoirs Publics. Clôturant la journée, Laurence Parisot a rappelé que le Développement Durable est désormais une composante essentielle de l'Offre France.



[De gauche à droite]
Philippe Huet, Directeur Adjoint d'EDF, **Thierry Franck de Préaumont**, Président Directeur Général de CPCU, groupe GDF SUEZ et **Stéphane Morel**, Secrétaire Général de SNET, groupe E.ON France, ouvrent le Colloque en présentant la « Vision 2020 » de l'UFE.

Au-delà de l'indispensable maîtrise de l'énergie, la « Vision 2020 » de l'UFE propose d'accroître la performance énergétique du système électrique français au travers de **trois grands leviers d'actions** :

- tout d'abord, en maîtrisant les consommations d'électricité durant les périodes de pointe, celles qui émettent le plus de gaz carbonique ;

- ensuite, en encourageant fortement les transferts d'usages des énergies fossiles vers de l'électricité à haute performance environnementale, c'est-à-dire pas, ou peu, émettrice de CO₂ ;

- enfin, en développant notre parc de production décarboné, au travers d'une consolidation du nucléaire, d'un accroissement massif des énergies renouvelables, qui permettront ainsi une diminution du recours aux moyens de production à la pointe, responsables des GES.

La « Vision 2020 » de l'UFE est un véritable plan d'actions qui permettra à la filière électrique, dans son ensemble, de contribuer, pour moitié, aux objectifs fixés par l'Europe à la France dans la réduction des émissions de dioxyde de carbone.



■ Table Ronde
 « L'Électricité, levier de croissance dans l'Industrie »

[De gauche à droite] **Nicolas Prissette**, Journaliste au JDD, **Jacques Oddou**, Directeur du Programme Commerce et Energies Renouvelables d'EDF R&D, **Pierre Perrin**, Directeur des Opérations Europe de Yoplait, **Alain Grandjean**, Co-fondateur associé de Carbone 4, **Joël Conan**, Conseiller du Président de la FG3E, **Max-André Delannoy**, Sous-Directeur des Marchés de l'Énergie et des Affaires Sociales de la DGEC au MEDDAAT.



■ Table Ronde
 « L'Électricité, levier de croissance dans les Transports »

[De gauche à droite] **Nicolas Prissette**, **Igor Czerny**, Directeur Transports Electriques d'EDF, **Michel Gardel**, Président de Toyota France, **Joseph Beretta**, Directeur Délégué Energies, Technologies et Emissions Automobiles de PSA, **Christophe Chevreton**, Directeur Adjoint Projet Véhicule Electrique de Renault, **Benoît Thomazo**, Directeur Régulation d'ERDF.

26 mai 2009



■ Table Ronde
« L'électricité, levier de croissance dans le Bâtiment »

(De gauche à droite) **Nicolas Prissette**, Jean-Marc Dupeyrat, Administrateur UFE, Directeur Adjoint Branche Énergie France de GDF SUEZ, **Jean-Pierre Chardon**, Vice-Président de la FIEEC, **Alain Maugard**, Président de la section « risques, sécurité, sûreté » du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable, ancien Président du CSTB.

La « Vision 2020 » de l'UFE est déclinée pour chaque grand secteur industriel : **les Transports, l'Industrie, le Bâtiment**. Il y a là, en effet, d'importants gisements d'économie d'énergie et de potentiel de substitution de consommations émettrices de CO₂ vers des consommations faisant appel à une électricité décarbonée.

D'où l'importance d'une action concertée entre tous les acteurs afin que la gestion de la croissance de la demande électrique se fasse de façon anticipée et optimale pour ne pas augmenter la charge de la pointe.



Charles Beigbeder,
Président de *POWEO*



Pierre Gadonneix,
Président d'*EDF*



Dominique Maillard,
Président de *RTE*



Luc Poyer,
Président du Directoire
d'*E.ON France*



Jean-François Cirelli,
Vice-Président de
GDF SUEZ



Michel Francony,
Président d'*ERDF*

Soulignant chacun les spécificités de leur groupe, mais tous venus témoigner de leur engagement dans la lutte contre le changement climatique et de leur soutien à la vision 2020 de l'UFE, Charles Beigbeder, Pierre Gadonneix, Dominique Maillard, Luc Poyer, Jean-François Cirelli et Michel Francony se sont succédés à la tribune pour répondre aux questions de Nicolas Prissette.



■ **Laurence Parisot**, Présidente du *MEDEF*, en clôture du Colloque, a rappelé l'importance que revêt le Développement Durable en terme de potentiel de reprise économique dans le monde. Elle s'est, par ailleurs, félicitée de voir que l'ensemble de la profession électrique partageait une même vision, prospective et porteuse d'avenir.



■ Rappelant que 80% de notre consommation d'énergie est émettrice de CO₂, **Alain Grandjean**, membre du Comité Stratégique de la *Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme*, a insisté, d'une part, sur l'absolue nécessité de réduire massivement les consommations d'énergies (et prioritairement les fossiles) en donnant notamment un prix au « carbone », et, d'autre part, sur le développement incontournable des sources alternatives d'énergie.



Events



■ **Table Ronde**
« Amplifier l'avantage CO₂ de la France »

[De gauche à droite] **Nicolas Prissette**, **Philippe Torrión**, Directeur Optimisation Amont/Aval et trading d'EDF, **André Antolini**, Vice-Président de l'UFE et Président du SER, **Jacqueline Boucher**, Directeur Etudes Economiques Prix et Marchés de GDF SUEZ, **Pierre-Marie Abadie**, Directeur de l'Énergie à la DGEC du MEDDAAT.

Le très fort développement attendu des énergies renouvelables, à l'échelle de la France comme de l'Europe, présente un triple bénéfice à la fois en termes de diminution des émissions de CO₂, de politique industrielle et d'emplois. Afin d'anticiper les fluctuations de production et des transports à grande échelle, un renforcement des réseaux est indispensable.



■ **Table Ronde**
« La place de la France dans les Green Tech »

[De gauche à droite] **Nicolas Prissette**, **Paris Mouratoglou**, Président d'EDF Energies Nouvelles, **Francis Bouquillon**, Directeur Général du Serce, **Olivier Normand**, Senior Project Manager à l'Institut Européen de Recherche sur l'Énergie, **Pierre-Marie Abadie**, Directeur de l'Énergie à la DGEC du MEDDAAT.

La volonté de la France d'accélérer ses efforts dans le domaine de l'énergie et du climat pour atteindre le «Facteur 4» d'ici 2050 signifie d'importants efforts de recherche et de développement et d'investissements dans toutes les technologies innovantes notamment en matière d'énergies renouvelables et de performance énergétique.



■ **Pierre-Marie Abadie** a rappelé, en substance, que chaque type d'énergie - fossile, nucléaire, renouvelable - présente des avantages comme des inconvénients. Dans le cadre des objectifs ambitieux du Grenelle Environnement, il est indispensable de planifier les investissements de façon équilibrée dans la production et les réseaux afin de réduire les émissions de CO₂ et de s'assurer de la sécurité d'approvisionnement.



■ **John Scowcroft**, Directeur du Département Environnement et Développement Durable d'Eurelectric, a exposé la feuille de route de l'ensemble de l'industrie électrique européenne à l'horizon 2050 (réduction des émissions de CO₂ de 50 à 60%).

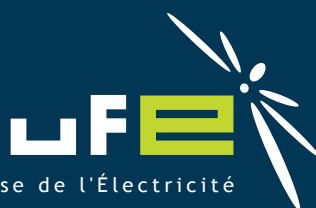


■ **Table Ronde**
« Ensemble pour les 3x20 »

[De gauche à droite] **Nicolas Prissette**, **Bernard Vadon**, Président du Serce, **Jean-Claude Boncorps**, Vice-Président de la FG3E, **Jean-Pierre Chardon**, Président du Gimelec, **Francis Lepers**, Président de la FFIE et **Robert Durdilly**, Président de l'UFE.

Rassemblée sur un même plateau, toute la filière électrique a témoigné de sa convergence de vue en termes d'objectifs à atteindre dans la lutte contre les émissions de CO₂ et de moyens à mettre en œuvre pour y parvenir, soulignant notamment les importants besoins de formation à chacun des niveaux de la filière, en particulier dans les nouvelles technologies.





Union Française de l'Électricité

L'Électricité, c'est l'avenir !

Union Française de l'Électricité
9, avenue de Friedland - 75008 Paris
Tél. 01 58 56 69 00 - Fax 01 58 56 69 09
www.ufe-electricite.fr